

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

Décisions à caractère législatif ou réglementaire arrêtées au 31 décembre 2005

- 1997 :
- Accord d'adhésion de la République de Guinée-Bissau à l'UMOA, ratifié par Décret Présidentiel n° 2/97 du 21.03.97.
 - Accord d'adhésion de la République de Guinée-Bissau à l'UEMOA, ratifié par Décret Présidentiel n° 3/97 du 21.03.97.
 - Loi portant démonétisation du Peso : loi n° 1/97 du 24.03.97, publiée au B.O. n° 12.
 - Loi portant réglementation bancaire, approuvée par le Parlement Bissau-Guinéen, le 2.12.97 et publiée dans le supplément B.O. n° 78/97 (loi 10/97 du 2.12.97).
 - Faux monnayage : loi approuvée par le Parlement Bissau-Guinéen le 2.12.97 et publiée dans le supplément B.O. n° 49/97 (loi 7/97 du 2.12.97).
 - Loi portant réglementation des institutions mutualistes d'épargne et de crédit, approuvée par le Parlement Bissau-Guinéen, le 2.12.97 et publiée dans le supplément B.O. n° 78/97 (la loi n° 11/97 du 2.12.97).
 - Loi cadre portant définition et répression de l'usure, approuvée par le Parlement Bissau-Guinéen, le 2.12.97 et publiée dans le supplément B.O. n° 78/97.
 - Loi portant réglementation des Instruments de Paiement. Approuvée par le Parlement Bissau-Guinéen, le 2.12.97, ratifiée par le Président de la République, publiée au Supplément B.O. n° 48/97 (loi n° 12/97).

REPUBLIQUE DU MALI

**Décisions à caractère législatif ou réglementaire
arrêtées au 31 décembre 2005**

- 25 juin 1984 Décret n° 142/PG-RM portant modalités d'application de l'ordonnance n° 84-19/P-RM du 22 juin 1984 portant réglementation bancaire.
- 16 mai 1989 Décret n° 89-155 P-RM portant modification de certaines dispositions du décret n° 142/P-RM du 25 juin 1984 relatif aux modalités d'application de l'ordonnance n°84-19/P-RM du 22 juin 1984 portant réglementation bancaire.
- 4 septembre 1990 Loi n° 90-74/AN-RM portant réglementation bancaire.
J.O./R.M. n° 19 du 15 octobre 1990 (page 676).
- 4 octobre 1990 Décret n° 90-369 P-RM portant ratification de la Convention portant création de la Commission Bancaire de l'UMOA
J.O./R.M. n° 18 du 30 septembre 1990 (page 650).
- 30 janvier 1991 Arrêté n° 91/0376/MFC-CAB portant création et réglementation de la profession de Tiers-Détenteur dans la cadre de la commercialisation des produits agricoles.
J.O./R.M. n° 4 du 28 février 1991 (page 125).
- 23 février 1991 Arrêté n° 91/0640/MFC-CAB portant agrément de la Société des Chèques Postaux et de Caisse d'Epargne du Mali (SCPCE) en qualité de Banque, autorisée à exercer son activité sur le territoire de la République du Mali.
J.O./R.M. n° 08 du 30 avril 1991 (page 300).
- 10 juillet 1991 Arrêté n° 91/2600/MEF-CAB portant retrait d'agrément du Fonds National d'Autosuffisance Alimentaire (FNAA).
Non disponible dans J.O./R.M.
- 7 février 1994 Décision n° 0046/MF-CAB du 07 février 1994 portant création d'un Comité Technique de Suivi du recouvrement des créances de l'ex-BDM.
- 8 août 1994 Décret n° 94-269/PRM du 08 août 1994 portant titrisation des concours consolidés de l'ex-BDM par la BCEAO.

Décret n° 94-325/PRM du 08 août 1994 portant autorisation de l'émission d'obligation du trésor en règlement des victimes des casses de janvier et mars 1991.

Décret n° 94-302/P-RM fixant les modalités d'application de la loi n° 94-040 du 15 août 1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit.
- 2 août 1995 Loi n° 95-065 relative à l'usure et au taux d'intérêt légal.
Non disponible dans J.O./R.M.

- Loi n° 95-066 portant modification de la loi n° 90-74 AN-RM du 04 septembre 1990 portant réglementation bancaire au Mali.
Non disponible dans J.O./R.M.
- 14 mars 1997 Loi n° 97-021 relative aux instruments de paiement : chèque, carte de paiement, lettre de change et billet à ordre.
Non disponible dans J.O./R.M.
- 24 octobre 1997 Arrêté n° 97-1694/MEF-SG portant agrément de la Société Malienne de Financement (SOMAFI) en qualité d'établissement financier.
- 19 janvier 1998 Loi n° 98-009 autorisant la ratification de la convention portant création du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.
J.O./R.M. n° 7 du 15 avril 1998 (page 256).
- 28 mai 1998 Arrêté n° 98-0789/MEF-SG portant agrément de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali (BICI-M).
- 3 août 1998 Arrêté n° 98-0789/MF.SG relatif à la normalisation des formules de chèque du Trésor Publique, des services de chèques postaux ou de tout autre organisme habilité par la loi.
J.O./R.M. n° 18 du 30 septembre 1998 (page 715).
- Arrêté n° 98-0790/MF.SG déterminant les conditions et les modalités de la pénalité libératoire relative à la régularisation des incidents de paiement.
J.O./R.M. n° 18 du 30 septembre 1998 (page 717).
- Arrêté n° 98-0791/MF.SG fixant le montant des droits de timbre sur les formules de chèques endossables.
J.O./R.M. n° 18 du 30 septembre 1998 (page 718).
- 5 juin 1998 Décision n° 980027/MF-SG du 05 juin 1998 portant prorogation de la durée du mandat de la Cellule d'Appui et de Suivi des Structures Mutualistes Coopératives d'Epargne et de Crédit (CAS/SMEC).
Non disponible dans J.O./R.M.
- 3 août 1998 Décret n° 98-242/P-RM du 03 août 1998 portant création du Groupe Consultatif National pour la Microfinance.
- Loi n° 98-042 portant modification de la loi n° 95-065 du 02 août 1995 relative à l'usure et au taux d'intérêt légal.
J.O./R.M. n° 23 du 15 décembre 1998 (page 1013).
- 11 septembre 1998 Arrêté n° 98-1486/MF-SG portant agrément de la société Ecobank-Mali.
J.O./R.M. n° 08 du 02 avril 1999 (page 320).
- 9 mars 1999 Arrêté n° 99-0342/MEF-SG du 9 mars 1999 portant agrément de la société Equipbail-Mali.

- 28 juin 1999 Décret n° 99-176/P-RM du 28 juin 1999 déterminant le cadre organique de la Cellule d'Appui et de Suivi des SFD.
J.O./R.M. n° 19 du 10 août 1999 (page 741).
- 8 juillet 1999 Loi n° 99-028 portant ratification de l'ordonnance n° 99-008/P-RM du 01 avril 1999 portant création de la Cellule d'Appui et de suivi des SFD.
J.O./R.M. n° 21 du 31 août 1999.
- Arrêté n° 99-1181/MF-SG portant mise sous administration provisoire de la Banque Internationale pour le Mali (BIM-SA).
J.O./R.M. n° 05 du 20 février 2000 (page 184).
- 5 novembre 1999 Arrêté n° 99-2608/MEF-SG du 02 novembre 1999 portant mise sous administration provisoire du Crédit Initiative (CI-SA).
- Arrêté n° 99-2609/MEF-SG du 02 novembre 1999 portant nomination d'un Administrateur Provisoire pour le Crédit Initiative (CI-SA).
- 3 janvier 2000 Décret n° 00-039/P-RM portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA).
J.O./R.M. n° 12 du 30 avril 2000 (page 451).
- 10 mai 2000 Décision n° 00028/MF-SG du 10 mai 2000 autorisant la cession de 10.000 ctions de la BCIM à la Société Financière d'Outre-Mer (SFOM).
- 3 juillet 2000 Arrêté n° 00-1844/MEF-SG du 03 juillet 2000 portant agrément de Madame NIANG Tamar TALL, habilitée à exécuter des opérations de change manuel.
- 1^{er} novembre 2000 Décision n° 0051/MF-SG du 1^{er} novembre 2000 instituant un Comité de Suivi de l'administration Provisoire du Crédit Initiative SA.
- 2 novembre 2000 Arrêté n° 002973/MEF-SG du 02 novembre 2000 portant agrément de la Société Anonyme Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali (FGHM-SA).
Non disponible dans J.O./R.M.
- 1^{er} mars 2001 Arrêté n° 01- 0382/MEF-SG du 1^{er} mars 2001 portant prorogation du mandat de l'Administrateur Provisoire du Crédit initiative.
- Arrêté n° 01-0383/MEF-SG du 1^{er} mars 2001 portant prorogation du mandat de l'Administrateur Provisoire de la Banque Internationale pour le Mali (BIM-SA).
- 30 mars 2001 Décret n° 01-158/P-RM portant ratification de l'accord de crédit, signé à Washington le 18 septembre 2000 entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association Internationale de Développement,

pour le financement du projet de développement du secteur financier.
J.O./R.M. n° 10 du 10 avril 2001 (page 396).

- 3 juillet 2001 Arrêté n° 001845/MEF-SG du 03 juillet 2000 portant agrément de la Société Malienne de Change, Manuel, habilitée à exécuter des opérations de change manuel.
- 8 février 2002 Arrêté n° 02-0218/MEF-SG du 08 février 2002 autorisant la modification de la structure du capital de la Banque Commerciale du Sahel (BCS-SA).
Arrêté n° 02-0219/MEF-SG du 08 février 2002 autorisant la fusion-absorption de la Banque Malienne de Crédit et de Dépôt (BMCD) par la Banque de Développement du Mali (BDM-SA).
- 9 avril 2002 Arrêté n° 02-0634/MEF-SG du 09 avril 2002 portant agrément de la Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA).
- 20 avril 2002 Décret n° 02-178/P-RM du 10 avril 2002 portant nomination d'Administrateurs représentant l'Etat au Conseil d'Administration de la BMS.
J.O./R.M. n° 11 du 20 avril 2002 (page 419).
- 14 mai 2002 Arrêté n° 02-0977/MEF-SG du 14 mai 2002 portant prorogation du mandat de l'Administrateur Provisoire de la Banque Internationale pour le Mali (BIM-SA).
Arrêté n° 02-0978/MEF-SG du 14 mai 2002 portant prorogation du mandat de l'Administrateur Provisoire du Crédit Initiative (CI-SA).
- 10 octobre 2002 Arrêté n° 02-2202/MEF-SG du 10 octobre 2002 portant prorogation du mandat de l'Administrateur Provisoire du Crédit Initiative (CI-SA).
- 30 décembre 2002 Arrêté n° 02-2662/MEF-SG du 30 décembre 2002 portant prorogation du mandat de l'Administrateur Provisoire de la Banque Internationale pour le Mali (BIM-SA).
- 28 mars 2003 Arrêté n° 03-0545/MEF-SG du 28 mars 2003 portant abrogation du mandat de l'Administrateur Provisoire du Crédit Initiative (CI-SA).
- 14 avril 2003 Arrêté n° 03-0646/MEF-SG du 14 avril 2003 portant nomination d'un Administrateur Provisoire pour le Crédit Initiative (CI-SA).
- 13 juin 2003 Décision n° 0056/MF-SG du 13 juin 2003 07 février 1994 portant création d'un Comité Technique de Suivi du recouvrement des créances de l'ex-BDM.
- 22 juillet 2003 Arrêté n° 03-1557/MEF-SG du 22 juillet 2003 portant prorogation de la mission de l'Administrateur Provisoire du Crédit Initiative (CI-SA).

4 août 2003	Arrêté n° 03-1685/MEF-SG du 04 août 2003 portant agrément de la Banque Africaine pour le Développement et le Commerce (BADC-Mali-SA).
29 septembre 2003	Arrêté n° 03-2087/MEF-SG du 29 septembre 2003 portant mission de l'Administrateur Provisoire du Crédit Initiative (CI-SA).
31 décembre 2003	Arrêté n° 03-2887/MEF-SG du 31 décembre 2003 portant modification de la dénomination de la Banque Africaine pour le Développement et le Commerce (BADC-Mali-SA) en Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC-Mali-SA).
7 juin 2004	Décision n° 0054/MEF-SG accordant la dérogation à la condition de nationalité à la Bank Of Africa (BOA) en faveur de Monsieur Christophe LASSUS- LALANNE.
10 juin 2004	Arrêté n° 0041179/MEF-SG du 10 juin 2004 portant prorogation de la mission de l'Administrateur Provisoire pour le Crédit Initiative-SA.
8 septembre 2004	Arrêté n° 04-1754/MEF.SG portant levée de l'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour le Mali (BIM-SA). Arrêté n° 04-1755 portant dissolution du comité de suivi de l'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour le Mali (BIM-SA).
7 juin 2005	Arrêté n° 1406/MEF-SG portant agrément de la Banque Régionale de Solidarité
21 septembre 2005	Arrêté n° 2209/MEF-SG portant modification de l'Arrêté n° 02-0634/MEF-SG du 9 avril 2002 portant Agrément de la Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA).
12 octobre 2005	Arrêté n° 2437/MEF-SG portant agrément de la Banque Atlantique Mali.

REPUBLIQUE DU NIGER

**Décisions à caractère législatif ou réglementaire
arrêtées au 31 décembre 2005**

17 juillet 1975	Ordonnance n° 75-29 portant réglementation bancaire. <i>J.O./N. n° 15 du 1^{er} août 1975.</i>
19 août 1975	Arrêté n° 315 portant agrément des statuts de l'Association Professionnelle des Banques.
30 septembre 1975	Lettre n° 2071 du Ministre des Finances autorisant l'ouverture d'une agence de la BDRN à Konni.
16 octobre 1975	Décret n° 75-184 fixant le capital social minimum des banques et établissements financiers. <i>J.O./N. n° 21 du 1^{er} novembre 1975.</i> Décret n° 75-185 fixant la procédure d'agrément, de retrait d'agrément et d'autorisation de modification des constitutions des conditions d'exploitation des banques et établissements financiers. <i>J.O./N. n° 21 du 1^{er} novembre 1975.</i> Décret n° 75-186 portant réglementation de l'ouverture et de la fermeture des guichets ou agences de banques et établissements financiers. <i>J.O./N. n° 21 du 1^{er} novembre 1975.</i> Décret n° 75-187 portant organisation de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers. <i>J.O./N. n° 21 du 1^{er} novembre 1975.</i>
24 octobre 1975	Arrêté n° 363 fixant les conditions dans lesquelles sont assurés les frais de fonctionnement de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers. <i>J.O./N. n° 22 du 15 novembre 1975.</i>
1 ^{er} décembre 1975	Rectificatif à l'ordonnance n° 75-29 du 17 juillet 1975 portant réglementation bancaire. <i>J.O./N. n° 23 du 1^{er} décembre 1975.</i>
21 octobre 1976	Arrêté n° 450/MF/SFE fixant la composition de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers modifié par l'arrêté n° 117 MF/SG/SFE du 10 mai 1980.
12 mai 1977	Arrêté n° 158/MF/SG/SFE portant agrément de la Banque Arabe Lybienne Nigérienne pour le Commerce Extérieur et le Développement (BALINEX).

REGLEMENTATION BANCAIRE
NIGER

19 août 1977	Arrêté n° 315/MF/SG/SFE portant agrément des statuts de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (A.P.B.).
16 mai 1978	Décret n° 75-45/MCMS/MF portant nomination du Directeur Général adjoint de la BALINEX.
13 juillet 1979	Arrêté n° 205/MF/SFE portant agrément de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Niger (B.I.C.I.N.).
23 octobre 1979	Arrêté n° 307/MF/SFE portant agrément de la Citibank-Niger.
27 février 1980	Arrêté n° 93/MF/SFE portant agrément de la Banque Internationale pour le Niger (B.I.N.).
20 février 1981	Décret n° 81-33/PCMS/MF portant nomination du Directeur de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.
12 août 1981	Lettre n° 2273 du Ministre des Finances autorisant l'ouverture par la BDRN d'une agence à Dosso et d'un bureau de change à l'hôtel Gaweye.
29 septembre 1981	Décret n° 81-174/PCMS/MF portant nomination du Directeur Adjoint de la BALINEX.
14 octobre 1982	Ordonnance n° 82-28 complétant l'ordonnance n° 75-29 du 17 juillet 1975 portant réglementation bancaire.
20 janvier 1983	Ordonnance n° 83-03 portant création d'un Fonds d'Intervention en faveur des P.M.E.N. Décret n° 83-10/PCMS/MMI portant statut du Fonds d'Intervention en faveur des P.M.E.N.
25 février 1983	Décret n° 83-39/PCMS/MMI portant approbation du budget 1983 de l'Office de Promotion de l'Entreprise Nigérienne.
2 mai 1983	Arrêté n° 142/MF/SFE portant agrément de la Massraf Fayçail Al Islami du Niger.
3 mai 1983	Arrêté n° 143/MF/SFE portant agrément de la Société Islamique des Investissements du Niger.
21 novembre 1983	Décret n° 83-179/PCMS/MF portant nomination du Directeur Général de la B.D.R.N.
19 janvier 1984	Arrêté n° 16 MF/DFE portant agrément de la Bank of Credit and Commerce-Niger (agrément d'activité sur le territoire du Niger). Arrêté n° 17 MF/DFE portant agrément de la Bank of Credit and Commerce-Niger (agrément d'activité internationale).

9 février 1984	Décret n° 84-32 PCMS/MMI modifiant l'article 3 du décret n° 83-10 PC/MMI du 20 janvier 1983, portant statut du Fonds d'Intervention en faveur des Petites et Moyennes Entreprises Nigériennes (F.I.P.M.E.N.).
26 mars 1984	Décret n° 84-59 PCMS/MF portant nomination du Directeur Général du Crédit du Niger. Décret n° 84-60 PCMS/MMI portant nomination du Directeur Général de la Caisse des Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT).
2 avril 1984	Décret n° 84-70 PCMS/MMI portant nomination du Directeur Général de l'Office de Promotion de l'Entreprise Nigérienne (OPEN).
5 juin 1984	Arrêté n° 25 CMS/PM modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 07/PM du 13 avril 1983 créant un comité "ad-hoc" de suivi de l'étude du secteur des entreprises para-étatiques.
18 juin 1984	Arrêté n° 199/MF/SG/DFE fixant la composition de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers.
27 août 1984	Décret n° 84-144/PCMS/MF portant nomination du Directeur Général de la Banque de Développement de la République du Niger (BDRN). Ce décret abroge le décret n° 83-179 PCMS/MF du 21 novembre 1983.
6 août 1990	Loi n° 90-17 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention portant création de la Commission Bancaire de l'UMOA adoptée le 24 février 1990. Loi n° 90-18 portant réglementation bancaire.
24 octobre 1990	Arrêté n° 203 MF/DGRMF/DRF portant agrément de la Société Nigérienne de Banque (SONIBANK) en qualité d'intermédiaire financier.
9 mai 1991	Ordonnance n° 231 désignant M. Jean Pierre PARODI pour remplacer M. Philippe HASSEMAN en qualité d'Administrateur Délégué de la BDRN.
8 juillet 1991	Arrêté n° 133 MF/CAB portant suspension des activités de la Bank of Crédit And Commerce Niger (BCC-NIGER).
9 juillet 1991	Arrêté n° 135 MF/DGRMF/DRF portant nomination de M. Ahmoud RHOUSMANE, Administrateur provisoire de la Bank Of Credit And Commerce Niger (BCC-NIGER).
12 juillet 1991	Arrêté n° 139/MF/CAB précisant la mission d'Administrateur provisoire de la Bank Of Credit And Commerce Niger (BCC-NIGER).
22 juillet 1991	Arrêté n° 135 MF/DGRMF/DRF portant intérim de l'Administrateur provisoire de la Bank Of Credit And Commerce Niger (BCC-NIGER).

- 8 juillet 1992 Ordonnance n° 92-029 instituant une procédure de recouvrement des créances des banques et établissements financiers.
- 8 décembre 1992 Décret n° 92-385/PM/MF/P fixant certaines dispositions relatives au transport manuel de moyens de paiement par les voyageurs.
- 9 août 1993 Arrêté n° 158/MF/P/DRMF du 9 août 1993 portant interdiction des envois par voie postale ou par tout autre moyen, des billets émis par la BCEAO entre les intermédiaires agréés et leurs correspondants situés hors des pays africains membres de la Zone Franc.
- Circulaire n° 003/MF/P/DGE/DRMF du 9 août 1993 relative à la délivrance des allocations en devises et au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs.
- 15 septembre 1993 Arrêté n° 158/MF/P/DGE/DRMF du 15 septembre 1993 portant taux de l'usure, en application de l'ordonnance n° 85-14 du 23 mai 1985 portant définition et répression de l'usure.
- 1^{er} Février 1994 Arrêté n° 16/MF/P/DGE/DRMF portant interdiction des envois postaux ou par tout autre moyen, de billets émis par la BCEAO entre les intermédiaires agréés et leurs correspondants situés en dehors des pays membres de l'UMOA.
- 5 mars 1994 Loi n° 94-09 autorisant le Président de la République à ratifier le traité de l'UEMOA, signé lors de la huitième conférence des Chefs d'Etat de l'UMOA, tenu le 10 janvier 1994.
- 22 avril 1994 Arrêté n° 0103/MF/P/DGE/DRMF/SMC portant autorisation de la cession des actions de la NIB Niamey.
- Arrêté n° 0104/MF/P/DGE/DRMF/SMC portant autorisation de changement de dénomination sociale de la NIB-Niamey qui devient désormais Bank Of Africa Niger (BOA-NIGER).
- 12 mai 1994 Décret n° 94-087/PRN/MAE/C portant publication au journal officiel de la République du Niger, du Traité de l'UEMOA, signé à Dakar le 10 janvier 1994.
- 19 mai 1994 Arrêté n° 127/MF/P/DGE/DRMF portant nomination d'un Contrôleur à la BDRN en règlement judiciaire.
- 22 juin 1994 Décret n° 94-107/PRN/MF/P portant autorisation du Ministre des Finances à émettre des titres du Trésor en représentation de concours consolidés.
- 15 août 1994 Arrêté n° 200/MF/P/DGE/DRMF/SMC accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité à un administrateur de la BOA-Niger.

	Arrêté n° 201/MF/P/DGE/DRMF/SMC portant changement de dénomination sociale de la BIAO-Niger qui devient désormais Banque Meridien - BIAO-NIGER.
1 ^{er} septembre 1994	Arrêté n° 282/MF/P/DGE/DRMF/SMC portant création d'un comité chargé de suivi des effets de la décision de modifier la parité du Franc CFA.
9 janvier 1995	Arrêté n° 263/MF/P/DGE/DRMF portant clôture de la liquidation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA).
20 juin 1995	Loi n° 95-011 instituant le livre II du Code de Commerce. Elle stipule en son article 515 que "les intérêts des créances échues nées d'un acte de commerce peuvent produire des intérêts s'ils sont compris dans un arrêté de compte convenu par les parties".
22 novembre 1995	Arrêté n° 399/MF/P/DGE/DRMF/SMC portant notification des numéros d'agrément des établissements de crédit du Niger.
4 avril 1996	Ordonnance n° 96-013 portant sur les instruments de paiement : chèque, carte de paiement, lettre de change et billet à ordre.
30 mai 1996	Ordonnance n° 96-024 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit.
24 octobre 1996	Arrêté n° 336/P/DRMF/SMC portant autorisation de changement de dénomination sociale de la Banque Meridien BIAO - Niger.
29 octobre 1996	Arrêté n° 359/P/DRMF/SMC accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité introduite par la Banque Commerciale du Niger en faveur de M. Muftah DANDI pour exercer les fonctions de Directeur Général.
9 novembre 1996	Ordonnance n° 96-65 modifiant la loi n° 90-18 du 6 août 1990 portant réglementation bancaire au Niger. Décret n° 96-416/PRN/MEF/P portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit.
4 décembre 1996	Arrêté n° 042/P/DRMF portant création de la Cellule de Suivi et de Contrôle des Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit.
13 février 1997	Arrêté n° 056 ME/F/DRMF/SMC accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de M. Philippe Pierre BENEDIC pour exercer les fonctions d'Administrateur de la BOA-Niger.
18 février 1997	Arrêté n° 057 ME/F/DRMF/SMC portant agrément de la Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit "TAÏMAKO".
3 juin 1997	Arrêté n° 058 ME/F/DRMF/SMC accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de MM. René Formey de SAINT

LOUVENT et Gilbert BOURDIL pour exercer les fonctions d'Administrateur et de Contrôleur Général de la BOA-Niger.

Arrêté n° 0307 ME/F/DRMF/SMC accordant une autorisation de cessions d'action de la BOA-Niger par la BOA-Bénin à la société Africain Financial Holding.

Arrêté n° 306 ME/F/DRMF/SMC accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de MM. Jean Marc BILLON et de Guy DAHIN pour exercer les fonctions d'Administrateurs de la BIA-Niger.

Arrêté n° 310 ME/F/DRMF/SMC accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de MM. Junaïd IQBAL et Bensmina EL HASSAN pour exercer les fonctions de Directeur Général et de Contrôleur Général de la BINCI.

Arrêté n° 309 ME/F/DRMF/SMC portant agrément de la Banque Islamique pour la Commerce et l'Investissement (BINCI).

6 juin 1997 Arrêté n° 318 ME/F/DRMF/SMC accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de M. Jean Louis PIQUEMAL pour exercer les fonctions d'Administrateur de la BOA-Niger.

10 juin 1997 Arrêté n° 321 ME/F/DRMF/SMC portant retrait d'agrément de la Banque Islamique du Niger (BIN).

Arrêté n° 357 ME/F/DRMF/SMC portant agrément de 10 mutuelles d'épargne et de crédit.

24 novembre 1997 Loi n° 97-036 modifiant l'Ordonnance n° 85-14 du 23 mars 1985, portant définition et répression de l'usure.

23 février 1998 Arrêté n° 0086 MFRE/P/DGE/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de MM. Paul LEVAUX et Rabie Youssef ABOU SHAOUASHI pour exercer respectivement les fonctions de Contrôleur Général de la BIA-Niger et Directeur du Département des Opérations Bancaires de la BCN.

31 août 1998 Arrêté n° 0358 MFRE/P/DGE/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de MM. Ibrahim Milad AGHA, Bashir GABBAR et Hahmed Saleh MISTIRI pour exercer les fonctions d'administrateurs de la BCN.

29 octobre 1998 Arrêté n° 0474 MFRE/P/DGE/DMCE portant retrait d'agrément de la Caisse Nationale d'Epargne (CNE).

29 décembre 1998 Arrêté n° 0565 MFRE/P/DGE/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de M. Khaled SUCCARI, pour exercer les fonctions de Directeur de l'Exploitation et du Crédit de la BOA-Niger.

- Arrêté n° 0566 MFRE/P/DGE/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de M. Daniel HASSER, pour exercer les fonctions de Directeur Général et de MM. Jean Marc REGOUT et Bernadus A. M. ZWINKELS pour exercer les fonctions d'administrateurs de la BIA-Niger.
- 14 janvier 1999 Arrêté n° 15 MFRE/P/DGE/RDMCE portant agrément de ECOBANK-Niger en qualité de banque.
- 16 mars 1999 Arrêté n° 87 MFRE/P/DGE/RDMCE portant détermination du taux d'intérêt légal.
- 25 août 1999 Décret n° 99-338/PCRN/MF/RE mettant fin aux fonctions de Président du Conseil d'Administration de la Caisse des Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT).
- Décret n° 99-359/PCRN/MF/RE mettant fin aux fonctions de Directeur Général de la CPCT.
- Décret n° 99-360/PCRN/MF/RE mettant fin aux fonctions de Président du Conseil d'Administration du Crédit du Niger (CDN).
- Décret n° 99-361/PCRN/MF/RE mettant fin aux fonctions de Directeur Général du CDN.
- 30 août 1999 Arrêté n° 0357 MFRE/P/DGE/DMCE portant mise sous administration provisoire du CDN et de la CPCT.
- Arrêté n° 0358 MFRE/P/DGE/DMCE portant création d'un comité de suivi de l'administration provisoire du CDN et de la CPCT.
- Arrêté n° 0359 MFRE/P/DGE/DMCE portant nomination de Mme Joëlle BOLHO, Administrateur Provisoire commun au CDN et à la CPCT.
- 20 octobre 1999 Arrêté n° 0441 MF/RE/DGE/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de Mme Françoise DURIEZ, pour exercer les fonctions d'administrateur de la BOA-Niger.
- Arrêté n° 0440 MF/RE/DGE/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de M. Hubert BASSEVILLE, pour exercer les fonctions de Contrôleur Général de la BOA-Niger.
- 18 novembre 1999 Arrêté n° 0482 MFRE/P/DGE/DMCE portant fixation du taux de l'usure.
- 25 novembre 1999 Arrêté n° 0494 MF/RE/DGE/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de M. Alhaji ISYAKU UMAR, pour exercer les fonctions d'Administrateur de ECOBANK-Niger.

	Arrêté n° 0492 MF/RE/DGE/DMCE accordant des dérogations individuelles à la condition de nationalité en faveur de MM. Baudoin LEMAIRE, Clade DULAIT, Michel JACQUEMIN et Daniel HASSER, pour exercer les fonctions d'Administrateurs de la BIA-Niger.
15 décembre 1999	Arrêté n° 0440 MF/RE/DGE/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de M. Abderraham ZINEDDINE pour exercer les fonctions de Directeur Général de la BINCI.
23 mai 2000	Arrêté n° 130-MF//DGER/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de M. Abdeljelil Ben Mabrouk OUCHAM pour exercer les fonctions de Directeur Général Adjoint de la SONIBANK.
23 septembre 2000	Arrêté n° 240-MF//DGER/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de M. Naji Ibrahim MAJDOUB pour exercer les fonctions d'Administrateur de la BCN.
29 novembre 2000	Arrêté n° 240-MF//DGER/DMCE portant prorogation du mandat de l'Administrateur Provisoire du CDN et de la CPCT.
26 janvier 2001	Arrêté n° 26/MF/DGER/DMCE portant prorogation du mandat de l'Administrateur Provisoire du CDN et de la CPCT.
26 février 2001	Arrêté n° 71/MF/DGER/DMCE portant mise sous administration provisoire de la BCN.
17 mai 2001	Arrêté n° 161/MF/DGER modifiant l'arrêté n° 72/MF/DGER/DMCE du 26 février 2001, portant institution d'un Comité de suivi de l'administrateur provisoire de la BCN.
5 juin 2001	Arrêté n° 189/MF/DGER/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de M. Jean DECOUVREUR pour exercer les fonctions de Secrétaire Général de la BIA-Niger.
27 juillet 2001	Arrêté n° 330/MF/DGER/DMCE portant prorogation du mandat de l'Administrateur Provisoire du CDN et de la CPCT.
12 novembre 2001	Arrêté n° 485/MF/DGER/DMCE portant prorogation de l'administration provisoire de la BCN. Arrêté n° 484/MF/DGER/DMCE portant prorogation du mandat de l'Administrateur provisoire du CDN et de la CPCT.
12 avril 2002	Arrêté n° 132/MF/E/DGER/DMCE du 12 avril 2002, portant prorogation de l'administration provisoire de la BCN.
17 avril 2002	Arrêté n° 138/E/DGER/DMCE du 17 avril 2002, accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité à M. Emmanuel Simon Marie DE BROUWER pour exercer les fonctions d'Administrateur à la BIA-Niger.

27 mai 2002	Arrêté n° 185/MF/DGER/DMCE du 27 mai 2002 portant création, attribution et composition du Comité d'Adjudication.
26 juillet 2002	Arrêté n° 261/MF/E/DGP/DMCE du 26 juillet 2002 accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité à M. Bernard Guy Marcel PUECHALDOU, pour exercer les fonctions de Directeur Général à la BIA-Niger. Arrêté n° 258/MF/E/DGER/DMCE du 26 juillet 2002, portant nomination de M. Abdou DJIBO, comme Administrateur Provisoire du CDN et de la CPCT.
20 septembre 2002	Arrêté n° 309 du 20 septembre 2002, portant prorogation de l'administration provisoire de la BCN.
10 décembre 2002	Arrêté n° 397 du 10 décembre 2002 accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité à M. Olivier Paul Marie RICHARD, pour exercer les fonctions d'Administrateur à la BOA-Niger.
20 mars 2003	Arrêté n° 074/MF/E/DGP/DMCE du 20 mars 2003, portant Agrément de change manuel de LASSAN Corporation. Arrêté n° 075/MF/E/DGP/DMCE du 20 mars 2003, portant Agrément de change manuel de Monsieur Mounkaila MOUSSA.
5 mai 2003	Arrêté n° 128/MF/E/DGP/DMCE du 05 mai 2003, portant Agrément de change manuel de la société «GE.DIS-LA GENERALE DE DISTRIBUTION».
12 juin 2003	Arrêté n° 181/MF/E/DGP/DMCE du 12 juin 2003, accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité à Monsieur Gilbert Pierre Yves LE FLOCH, pour exercer les fonctions de Secrétaire Général de la BIA-Niger.
13 juin 2003	Loi n° 2003-023 du 13 juin 2003, instituant l'Ordre National des Experts Comptables et des Comptables Agréés (ONECCA).
25 juillet 2003	Arrêté n° 240/MF/E/DGP/DMCE du 25 juillet 2003, portant Agrément de la Banque pour le Développement et le Commerce (BADC-Niger-SA).
19 août 2003	Arrêté n° 273/MF/E/DGP/DMCE du 19 août 2003, portant prorogation de la durée de l'Administration Provisoire du Mouvement des Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit (MCPEC).
19 septembre 2003	Arrêté n° 313/MF/E/DGP/DMCE du 19 septembre 2003, accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité à Monsieur Tahar ABOUSHAALA et Monsieur Mahmoud SALEM, pour exercer respectivement les fonctions de Directeur Général et d'Administrateur de la BADC-Niger-SA.

- 2 octobre 2003 Arrêté n° 330/MF/E/DGP/DMCE du 02 octobre 2003, accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité à Monsieur Samuel Oladipo Adimabua OBIAGO, pour exercer les fonctions de Contrôleur interne d'ECOBANK-Niger.
- 3 octobre 2003 Arrêté n° 336/MF/E/DGP/DMCE du 03 octobre 2003, portant Agrément de change manuel en faveur de Monsieur Abdou Tankari YECHEOU.
- 13 novembre 2003 Arrêté n° 383/MF/E/DGP/DMCE du 13 novembre 2003, portant Agrément de change manuel en faveur de la société Commerce Générale du Niger (C.G.NI).
- 1^{er} décembre 2003 Arrêté n° 401/MF/E/DGP/DMCE du 01 décembre 2003, accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité à Monsieur Omar AÏSSANI, pour exercer les fonctions de Directeur Général de la BINCI.
- 29 décembre 2003 Arrêté n° 413/MF/E/DGP/DMCE du 29 décembre 2003, accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité à Monsieur Jean-Jacques MARIE, pour exercer les fonctions de Directeur des Opérations et du Développement à la BOA-Niger.
- 6 janvier 2004 Arrêté n° 006/MEF/DGP/DMCE portant modification de la dénomination sociale de la Banque Africaine pour le Développement et le Commerce - Niger (BADC-Niger-SA) en Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Niger (BSIC-Niger-SA).
- 22 janvier 2004 Arrêté n° 0020/ME/F/DGP/DMCE/CSSFD portant agrément des Mutuelles d'Epargne et de Crédit "HANKURI" de Bouza et "YARDAJU-NA" de Kananbakaché.
- Arrêté n° 0021/ME/F/DGP/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité à Monsieur Mohamed Khaled Saleh SHAL-BEK pour exercer les fonctions de Directeur Général de la BSIC-Niger-SA.
- 27 janvier 2004 Arrêté n° 0022/ME/F/DGP/DMCE fixant le montant de référence des opérations réalisées en monnaie fiduciaire supérieur ou égal à cent mille (100.000) FCFA.
- Arrêté n° 0023 fixant le taux d'intérêt légal à 5,9123% pour l'année 2004.
- Arrêté n° 0024/ME/F/DGP/DMCE portant prorogation de la durée de l'administration provisoire commune du Crédit du Niger (CDN) et de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT) du 1^{er} octobre au 31 décembre 2003 (Régularisation).
- 24 février 2004 Arrêté n° 0040/ME/F/DGP/DMCE portant nomination de Madame BARAZE Salamatou Katambé comme Administrateur Provisoire de la Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit "Taïmako".

1 ^{er} mars 2004	Arrêté n° 0060/ME/F/DGP/DMCE fixant l'indemnité forfaitaire mensuelle de l'Administrateur Provisoire du Crédit du Niger. Arrêté n° 0061/ME/F/DGP/DMCE déterminant l'indemnité forfaitaire mensuelle de l'Administrateur Provisoire de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT) (Régularisation). Arrête n° 0062/ME/F/DGP/DMCE déterminant la rémunération de l'Administrateur Provisoire commun du Crédit du Niger et de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (Régularisation). Arrêté n° 0063/ME/F/DGP/DMCE portant institution d'un comité de suivi de l'administration provisoire de la Caisse Populaire d'Epargne et du Crédit Taïmako.
09 mars 2004	Décret n° 2004-081/PRN/ME/F portant adoption du document de stratégie de la microfinance.
26 mars 2004	Arrêté n° 0078/ME/F/CE/DGECA/DMCE portant nomination du personnel d'encadrement de l'unité de gestion du Projet d'assistance technique pour le Développement du Secteur Financier (PDSF).
29 mars 2004	Arrêté n° 79/ME/F/DGP/DMCE portant agrément de change manuel en faveur de la société EMY INTERNATIONAL BUSINESS.
31 mars 2004	Arrêté n° 82/ME/F/CE/DGECA/DMCE portant agrément de l'Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit "UMEC Niger".
5 avril 2004	Arrêté n° 86/ME/F/CCE/DGECA/DMCE portant agrément de change manuel en faveur de Monsieur SANI SOULEY KOUKOU DIT NA-SALEY.
22 avril 2004	Arrêté n° 107/ME/F/CCE/DGECA/DMCE portant création et organisation du Projet d'Assistance du Secteur Financier (PDSF).
25 mai 2004	Arrêté n° 0139/ME/F/CCE/DGECA/DMCE portant prorogation de l'administration provisoire commune du Crédit du Niger (CDN) et de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT) du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2004.
4 juin 2004	Arrêté n° 145/MEF/CCE/DGECA/DMCE portant levée de l'Administration provisoire de la BCN.
5 juillet 2004	Arrêté n° 172/MEF/CCE/DGECA/DMCE portant agrément de change manuel en faveur de la société unipersonnelle "EAU ET NATURE" (E-NAT). Arrêté n° 173 /MEF/CCE/DGECA/DMCE portant agrément de change manuel en faveur de la société "DJIBO SOKO'S GROUP".

22 juillet 2004	Arrêté n° 179/ME/F/CCE/DGECA/DMCE modifiant et complétant l'arrêté n° 0159/MF/E/DGP/DMCE du 02 janvier 2003 portant création et composition du Comité de Pilotage du Projet d'Assistance Technique pour le Développement du Secteur Financier.
16 août 2004	Arrêté n° 0205/MEF/CCE/DGECA/DMCE accordant une dérogation à la condition de nationalité en faveur de Monsieur Robert JONCHERAY pour exercer les fonctions de Directeur des Opérations et du Développement à la BOA-Niger.
26 août 2004	Arrêté n° 216/ME/F/CCE/DGE/DMCE portant prorogation de l'administration provisoire de la Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit "TAIMAKO". Arrêté n° 218/MEF/CCE/DGECA/DMCE portant nomination de Monsieur Najj Ibrahim MAJDOUB Directeur Général par intérim de la BCN. Arrêté n° 219/MEF/CCE/DGECA/DMCE mettant fin aux fonctions de l'administration provisoire de la BCN. Arrêté n° 220/MEF/CCE/DGECA/DMCE portant dissolution du comité de suivi de l'administration provisoire de la Banque Commerciale du Niger (BCN). Arrêté n° 221/MEF/CCE/DGECA/DMCE mettant fin aux fonctions d'Assistants de l'Administrateur Provisoire de la BCN de Messieurs Hassane DIALLO et Malam Gata ZOULADAINI.
31 août 2004	Arrêté n° 226/MEF/CCE/DGECA/DMCE portant prorogation de l'administration provisoire commune du Crédit du Niger (CDN) et de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT) du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2004.
6 septembre 2004	Arrêté n° 237/ME/F/CAB portant création, attributions et composition du Comité de Supervision de l'Opération de Retrait de Circulation des billets en Francs CFA type 1992.
15 octobre 2004	Arrêté n° 268 MEF/CCE/DGECA/DMCE accordant une dérogation individuelle à la condition de nationalité en faveur de Monsieur Zeddan Dref BUDEEB pour exercer les fonctions de Directeur Central des Opérations de la BSIC-Niger-SA. Arrêté n° 269 MEF/CCE/DGECA/DMCE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Abderrahim SKALLI pour exercer les fonctions d'Administrateur à la BINCI.
1 ^{er} novembre 2004	Arrêté n° 280/ME/F/CCE/DGECA/DMCE/CSSFD portant agrément de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit "Sandey Bane" de Boboye.

2 décembre 2004	Arrêté n° 310/ME/F/CCE/DGECA/DMCE portant création et composition du Comité de Pilotage du Projet d'Assistance Technique pour le Développement du Secteur Financier (PDSF).
5 janvier 2005	Arrêté n° 0000001/ME/F/CCE/DGECA/DMCE/CSSFD du 5 janvier 2005 portant agrément de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit «DOUBARA» de Yantala Bas (Niamey).
18 mai 2005	Arrêté n° 00116/ME/F/CCE/DGECA/DMCE du 18 mai 2005 portant agrément de la Société Anonyme dénommée «Banque Régionale de Solidarité» (BRS-Niger). Arrêté n° 00117/ME/F/CCE/DGECA/DMCE du 18 mai 2005 portant avis favorable à la demande de dérogation à la condition de Nationalité en faveur de M. Jalel Ben Mouldi BAKLOUTI pour exercer les fonctions de Contrôleur Général à la Banque Islamique du Niger pour le Commerce et l'Investissement (BINCI).
14 juin 2005	Arrêté n° 00140/ME/F/CCE/DGECA/DMCE du 14 juin 2005 portant agrément de la Société Anonyme dénommée «Société Sahélienne de Financement» (SAHFI).
18 juillet 2005	Arrêté n° 00191/ME/F/CCE/DGECA/DMCE du 18 juillet 2005 portant avis favorable à la demande de dérogation individuelle à la condition de Nationalité en faveur de MM. Omar Magsi AFLAH et Mohamed Samalos BASHIR tous deux de Nationalité Libyenne pour exercer les fonctions d'administrateur à la Banque Commerciale du Niger (BCN).
26 juillet 2005	Arrêté n° 0082/PM du 26 juillet 2005 portant création d'un Comité Ad hoc chargé de réfléchir sur l'élaboration d'un cadre spécifique des Mutuelles d'Epargne et de Crédit au Niger.
26 août 2005	Arrêté n° 00245/MEF/CCE/DGECA/DMCE du 26 août 2005 portant création, composition et attributions du Comité National de l'Année Internationale de la Microfinance (CN/AIMF).
7 octobre 2005	Arrêté n° 00323/ME/F/CCE/DGECA/DMCE du 07 octobre 2005 portant prorogation de la durée de l'Administration Provisoire commune du Crédit du Niger (CDN) et de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT) et du mandat de leur Administrateur Provisoire du 1er janvier au 30 juin 2005. Arrêté n° 00324/ME/F/CCE/DGECA/DMCE du 07 octobre 2005 portant agrément de la Société Anonyme dénommée «Banque Atlantique Niger» (Banque Atlantique). Arrêté n° 00325/ME/F/CCE/DGECA/DMCE du 07 octobre 2005 portant prorogation de la durée aux Collectivités Territoriales (CPCT) et du mandat de leur Administrateur Provisoire du 1er juillet au 31 décembre 2005.

REGLEMENTATION BANCAIRE
NIGER

- 4 novembre 2005 Arrêté n° 00343/ME/F du 04 novembre 2005 portant création, attributions et composition du Comité de Pilotage chargé de concevoir et de mettre en place l'Agence de Régulation des Systèmes Financiers Décentralisés.
- 20 décembre 2005 Arrêté n° 00412/ME/F/CCE/DGECA/DMCE du 20 décembre 2005 accordant une dérogation individuelle à la condition de Nationalité en faveur de M. Mohamed Samalos BASHIR, de nationalité libyenne, pour exercer les fonctions de Directeur Général à la Banque Commerciale du Niger (BCN).

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**Décisions à caractère législatif et réglementaire
arrêtées au 31 décembre 2005**

- 30 juin 1975 Arrêté n° 6692 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques installées sur le territoire de la République du Sénégal.
J.O./S. n° 4438 du 2 août 1975.
- 9 avril 1976 Loi n° 76-52 portant réglementation bancaire.
J.O./S. n° 4492 du 15 mai 1976.
- 23 avril 1976 Arrêté n° 4376 portant autorisation d'ouverture d'un guichet permanent de banque (B.I.C.I.S.-zone industrielle Dakar).
J.O./S. n° 4493 du 22 mai 1976.
- Arrêté n° 4377 portant autorisation d'ouverture d'un guichet permanent de banque (B.I.A.O.-Ouagou-Niayes Dakar).
J.O./S. n° 4493 du 22 mai 1976.
- 22 juillet 1976 Arrêté n° 8675 portant ouverture d'un guichet périodique de banque (B.I.A.O.-Guinguinéo).
J.O./S. n° 4510 du 14 août 1976.
- Arrêté n° 8676 portant ouverture d'un guichet périodique de banque (B.I.A.O.-Kaffrine).
J.O./S. n° 4510 du 14 août 1976.
- 11 août 1976 Arrêté n° 9617 accordant une dérogation aux dispositions de l'article 32 de la loi 76-52 du 9 avril 1976 portant organisation de la profession bancaire et des professions s'y rattachant (participations "SISCOMA" et "SIV" de la B.N.D.S.).
J.O./S. n° 4517 du 18 septembre 1976.
- 23 septembre 1976 Décret n° 76-914 fixant la procédure d'agrément, de retrait et d'autorisation de modification des conditions d'exploitation des banques et établissements financiers.
J.O./S. n° 4526 du 16 octobre 1976.
- Décret n° 76-915 fixant le capital social minimum des banques et établissements financiers.
J.O./S. n° 4526 du 16 octobre 1976.

- 26 janvier 1977 Décret n° 77-060 portant organisation de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers.
J.O./S. n° 4548 du 19 février 1977.
- 18 février 1977 Arrêté ministériel n° 1594 MFAE/DGT/DMC autorisant la BICIS à transformer en guichet permanent le guichet périodique de Louga.
J.O./S. n° 4553 du 26 mars 1977.
- 22 février 1977 Décret n° 77-150 portant réglementation de l'ouverture et de la fermeture des guichets ou agences de banques et établissements financiers.
J.O./S. n° 4551 du 12 mars 1977.
- Arrêté ministériel n° 3091 MFAE/DGT/DMC autorisant la BIAO à ouvrir un guichet permanent de banque au km 1,5 route de Rufisque Dakar, zone industrielle.
J.O./S. n° 4560 du 30 avril 1977.
- 22 avril 1977 Arrêté ministériel n° 4147 MFAE/DGT/DMC fixant les conditions dans lesquelles sont assurées les dépenses de fonctionnement de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers.
J.O./S. n° 4567 du 4 juin 1977.
- 14 mai 1977 Arrêté ministériel n° 5059 MFAE/DGT/DMC autorisant la BIAO à ouvrir un guichet permanent de banque à Touba.
J.O./S. n° 4567 du 4 juin 1977.
- Arrêté ministériel n° 5060 MFAE/DGT/DMC portant enregistrement de la Compagnie Ouest Africaine de Crédit-bail (LOCAFRIQUE) sur la liste des établissements financiers.
J.O./S. n° 4567 du 4 juin 1977.
- Arrêté ministériel n° 5061 MFAE/DGT/DMC autorisant la BICIS à ouvrir un guichet permanent de banque à Dakar, boulevard de la Gueule-Tapée.
J.O./S. n° 4567 du 4 juin 1977.
- 30 août 1977 Arrêté ministériel n° 10393 MFAE/DGT/DMC portant enregistrement de la Société Dakaroise d'Equipeement sur la liste des établissements financiers.
J.O./S. n° 4588 du 24 septembre 1977.
- 20 janvier 1978 Arrêté ministériel n° 10109 MFAE/DGT/DMC autorisant l'USB à ouvrir un guichet périodique de banque à Bakel.
J.O./S. n° 4635 du 13 mai 1978.
- 25 juillet 1978 Arrêté ministériel n° 9745 MFAE/DGT/DMC autorisant la BNDS à ouvrir des guichets périodiques de banque à Bakel, Kidira et Matam.
J.O./S. n° 4656 du 9 septembre 1978.
- Arrêté ministériel n° 9746 MFAE/DGT/DMC autorisant l'USB à ouvrir un guichet périodique de banque à Kidira.
J.O./S. n° 4635 du 9 septembre 1978.

- 24 octobre 1978 Arrêté ministériel n° 14271 MFAE/DGT/DMC autorisant la LOCAFRIQUE à ouvrir une agence à Dakar, 3, rue Escarfait.
J.O./S. n° 4675 du 16 décembre 1978.
- 17 mars 1979 Arrêté ministériel n° 3080 MFAE/DGT/DMC portant enregistrement de la BCCI sur la liste des Banques.
J.O./S. n° 4705 du 26 mai 1979.
- 23 mars 1979 Arrêté ministériel n° 4256 MFAE/DGT/DMC autorisant l'USB à ouvrir un guichet permanent de banque à Thiès.
- 12 décembre 1979 Arrêté ministériel n° 15404 MFAE/DGT/DMC portant enregistrement de la BHS sur la liste des Banques.
J.O./S. n° 4751 du 16 février 1980.
- 13 mai 1980 Arrêté ministériel n° 4904 MFAE/DGT/DMC autorisant la SONAGA à ouvrir un bureau de recouvrement à Kaolack.
J.O./S. n° 4769 du 24 mai 1980.
- 16 mai 1980 Arrêté ministériel n° 4996 MFAE/DGT/DMC autorisant l'USB à fermer son guichet périodique de banque à Bakel.
J.O./S. n° 4770 du 31 mai 1980.
- 17 mai 1980 Arrêté ministériel n° 5051 MFAE/DGT/DMC autorisant l'USB à ouvrir un guichet permanent à Ziguinchor.
J.O./S. n° 4769 du 24 mai 1980.
- 26 juin 1980 Arrêté ministériel n° 6970 MFAE/DGT/DMC autorisant la modification des conditions d'exploitation de la BIAO.
J.O./S. n° 4777 du 19 juillet 1980.
- Arrêté ministériel n° 9916 MFAE/DGT/DMC autorisant la S.G.B.S. à ouvrir un guichet permanent de banque à Dakar, Avenue du Président Lamine Guèye X Faidherbe.
J.O./S. n° 4795 du 18 octobre 1980.
- 4 octobre 1980 Arrêté ministériel n° 12308 MFAE/DGT/DMC abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 6692 du 30 juin 1975 relatif au barème de conditions générales applicables par les banques installées au Sénégal.
J.O./S. n° 4807 du 27 décembre 1980.
- 23 juin 1981 Arrêté ministériel n° 9916 MFAE/DGT/DMC autorisant la BICIS à transformer en guichet permanent son guichet périodique de MBour.
J.O./S. n° 4883 du 20 mars 1982.
- 28 mai 1982 Arrêté ministériel n° 5363 MFAE/DGT/DMC autorisant Massraf Fayçal Al-

Islami-Sénégal à exercer au Sénégal les activités d'un établissement bancaire et enregistrant celle-ci sur la liste des banques et établissements financiers.

J.O./S. n° 4897 du 19 juin 1982.

8 juillet 1982 Arrêté ministériel n° 7040 MFAE/DGT/DMC portant agrément de la Banque Commerciale du Sénégal.

J.O./S. n° 4909 du 11 septembre 1982.

20 juillet 1982 Arrêté ministériel n° 7753 MFAE/DGT/DMC autorisant la B.I.A.O.S. à ouvrir un guichet permanent de banque à Dakar, dans l'enceinte du Centre Artisanal de Soumbédioune.

J.O./S. n° 4911 du 25 septembre 1982.

Arrêté ministériel n° 7734 MFAE/DGT/DMC modifiant et remplaçant les arrêtés n° 5363 et 5364 du 28 mai 1982 portant agrément de Massraf Fayçal Al-Islami-Sénégal.

14 octobre 1982 Arrêté ministériel n° 12279 MFAE/DGT/DMC portant autorisation de transfert d'une agence de crédit-bail (LOCAFRIQUE).

27 octobre 1982 Arrêté ministériel n° 12860 portant ouverture de guichet permanent (BNDS).

2 juin 1983 Loi n° 83-56 complétant l'article 2 de la loi n° 76-52 du 9 avril 1976 portant réglementation bancaire.

3 juin 1983 Décret n° 83-568 abrogeant le décret n° 77-060 du 26 janvier 1977 et portant organisation de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers.

24 novembre 1983 Arrêté ministériel n° 15822 MFAE/DGT/DMC accordant à MFIS l'autorisation d'exercer ses activités sans percevoir ni servir d'intérêt, sur la base du système de partage des profits et des pertes.

J.O./S. n° 4995 du 24 mars 1984.

Arrêté ministériel n° 15831 MFAE/DGT/DMC portant nomination des membres de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers.

J.O./S. n° 4995 du 24 mars 1984.

22 décembre 1984 Arrêté ministériel n° 17067 MFAE/DGT/DMC modifiant Arrêté ministériel n° 110393 MFAE/DGT/DMC du 30 août 1977 et portant enregistrement de la Société de Crédit et d'Equipeement du Sénégal (SOCRES) sur la liste des établissements financiers.

J.O./S. n° 4989 du 11 février 1984.

9 février 1984	Arrêté ministériel n° 1553 MFAE/DGT/DMC autorisant l'USB à ouvrir un guichet permanent au Centre du complexe hôtelier de Saly-Portudal. <i>J.O./S. n° 5001 du 28 avril 1984.</i>
15 mars 1984	Décret n° 84-289 relatif au classement, à la forme juridique et aux opérations des établissements financiers. <i>J.O./S. n° 5003 du 12 mai 1984.</i>
15 juin 1984	Arrêté ministériel n° 7148 MEF/DGT/DMC portant agrément et enregistrement sur la liste des banques de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS). <i>J.O./S. n° 5017 du 27 juillet 1984.</i>
30 juin 1986	Arrêté ministériel n° 7748 MEF/DGT/DMC portant fermeture du guichet permanent de la BIAO à MBacké.
18 juillet 1986	Arrêté ministériel n° 8889 MEF/DGT/DMC portant enregistrement de la Société Islamique d'Investissement du Sénégal sur la liste des établissements financiers. <i>J.O./S. n° 5140 du 11 octobre 1986.</i>
30 juillet 1986	Arrêté ministériel n° 9400 MEF/DGT/DMC portant enregistrement de la Banque Sénégal-Tunisienne sur la liste des banques.
15 octobre 1986	Arrêté ministériel n° 12889 MEF/DGT/DMC autorisant la Banque Sénégal-Koweïtienne à ouvrir deux guichets permanents de change au port autonome de Dakar.
13 novembre 1986	Arrêté ministériel n° 14583 MEF/DGT/DMC portant enregistrement de la Société de Promotion et de Financement "Le Crédit Sénégalais" sur la liste des établissements financiers.
17 mars 1987	Arrêté ministériel n° 4099 MEF/DGT/DMC autorisant la CNCA à ouvrir un guichet permanent à Ross-Béthio. <i>J.O./S. n° 5170 du 18 avril 1987.</i>
22 avril 1987	Arrêté ministériel n° 5554 MEF/DGT/DMC portant nomination des membres de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers.
12 mai 1987	Arrêté ministériel n° 6603 MEF/DGT/DMC autorisant la BICIS à ouvrir un guichet permanent à Bakel, Matam, Podor et Tambacounda.
27 mai 1987	Arrêté ministériel n° 7450 MEF/DGT/DMC mettant fin aux fonctions d'administrateur de la BCS de M. Abdou NDIAYE et nommant celui-ci liquidateur de la dite banque.

- Arrêté ministériel n° 7451 MEF/DGT/DMC portant enregistrement de Assurbank sur la liste des banques.
- Arrêté ministériel n° 7452 MEF/DGT/DMC portant retrait d'agrément de la BCS.
- 22 juin 1987 Décret n° 87-808 fixant le capital social minimum des banques et établissements financiers.
J.O./S. n° 5203 du 28 novembre 1987.
- 1^{er} juillet 1987 Arrêté ministériel n° 9023 MEF/DGT/DMC autorisant l'USB à fermer son guichet permanent à Saly-Portudal.
- 21 juillet 1987 Arrêté ministériel n° 9975 MEF/DGT/DMC autorisant la BICIS à ouvrir un guichet permanent à Saint-Louis dans le quartier Sor.
J.O./S. n° 5196 du 10 octobre 1987.
- 4 août 1987 Arrêté ministériel n° 10175 MEF/DGT/DMC autorisant la CNCA à ouvrir un guichet permanent à Kaolack.
J.O./S. n° 5201 du 14 novembre 1987.
- 27 août 1987 Arrêté ministériel n° 11887 MEF/DGT/DMC autorisant la BIAO à fermer son guichet permanent du village artisanal de Soumbédioune.
- 16 octobre 1989 Arrêté n° 12552 MEF/TG/DMC portant retrait d'agrément de l'USB.
- 14 novembre 1989 Arrêté ministériel n° 13901 MEF/DGT/DMC portant retrait d'agrément de la SOFISEDIT.
J.O./S. n° 5330 du 27 janvier 1990.
- Arrêté ministériel n° 13902 MEF/DGT/DMC portant retrait d'agrément de la SONABANQUE.
J.O./S. n° 5330 du 27 janvier 1990.
- Arrêté ministériel n° 13903 MEF/DGT/DMC portant retrait d'agrément de la SONAGA.
J.O./S. n° 5330 du 27 janvier 1990.
- 27 novembre 1989 Arrêté ministériel n° 14442 MEF/DGT/DMC portant suspension de certaines opérations de la BSK (réception des dépôts du public, octroi de crédit par caisse ou par signature, opérations de prêt ou d'emprunt sur le marché bancaire, transfert de fonds hors du Sénégal).
- 16 décembre 1989 Arrêté ministériel n° 15235 MEF/DGT/DMC portant suspension des opérations de crédit et des retraits de dépôts de la MFIS.

1 ^{er} février 1990	Dérogation aux dispositions de l'article 37 de la loi n° 76-52 du 9 avril 1976 accordée à la CITIBANK pour la mise en place d'un crédit.
13 février 1990	Arrêté ministériel n° 1810 MEF/DGT/DMC portant retrait d'agrément de la SOFIA. <i>J.O./S. n° 5346 du 28 avril 1990.</i>
19 février 1990	Arrêté n° 2038 MEF/DGT/DMC autorisant la SGBS à ouvrir un guichet permanent au Boulevard du Général De Gaulle.
11 mai 1990	Arrêté n° 5236 MEF/TG autorisant la BHS à ouvrir un guichet permanent à Ziguinchor.
25 mai 1990	Arrêté n° 5808 MEF/TG autorisant la MFIS à transférer ses guichets à l'immeuble Fayçal Rue Amadou Assane NDOYE X rue Huart.
26 juin 1990	Loi n° 90.06 portant réglementation bancaire. <i>J.O./S. n° 5361 du 28 juillet 1990.</i> Loi n° 90.19 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention portant création de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine signée le 24 Avril 1990 à Ouagadougou. <i>J.O./S. n° 5362 du 04 août 1990.</i>
16 août 1990	Arrêté ministériel n° 8865 MEF/TG remplaçant l'arrêté n° 4013 MEF/DGT/DMC du 31 mars 1990 autorisant la CNCAS à ouvrir un guichet permanent à Diourbel et un guichet périodique à Koumpentoum. Arrêté n° 8867 MEF/TG autorisant la SGBS à ouvrir un guichet permanent à Tambacounda. Arrêté n° 8866 MEF/TG autorisant le transfert de l'agence Sandaga de la BICIS du 57 Avenue Lamine Guèye au 45 Avenue Lamine Guèye X 10 Rue Grasland.
21 septembre 1990	Arrêté n° 10424 MEF/TG portant retrait d'agrément de la BSK. Arrêté n° 10425 MEF/TG portant retrait d'agrément de la BNDS. Arrêté n° 10426 MEF/TG portant retrait d'agrément de l'ASSURBANK.
6 juillet 1991	Arrêté n° 5574 portant suspension des activités bancaires de la BCCI OVERSEAS DAKAR.
12 juillet 1991	Arrêté n° 5794 portant nomination de Mr Daouda TANDIANG en qualité d'Administrateur Provisoire de la BCCI OVERSEAS DAKAR.
11 septembre 1991	Arrêté n° 7686 mettant fin au mandat de Mr Daouda TANDIANG et portant nomination de Mr Cheikh Hadjibou SOUMARE en qualité d'Administrateur Provisoire de la BCCI OVERSEAS DAKAR.

- 24 février 1993 Décret n° 93.153 du 24 février 1993 portant application de la 4^{ème} partie du code des Obligations Civiles et Commerciales qui, en son article 135, fait obligation aux sociétés faisant appel à l'épargne du public ou dont le capital social excède 200 millions de francs CFA de disposer de deux commissaires aux comptes.
- 26 avril 1993 Arrêté n° 3939 du 26 avril 1993 portant retrait d'agrément et nomination d'un liquidateur de la BCCI Dakar.
- 28 février 1994 Ordonnance n° 94-029 relative aux contentieux aux infractions au contrôle des changes.
- 27 mai 1994 Loi n° 94-54 portant ratification de l'ordonnance n° 94-029 du 28 février 1994 relative aux contentieux aux infractions au contrôle des changes.
- 22 août 1994 Loi n° 94-66 abrogeant et remplaçant l'article 541 du code des obligations civiles et commerciales et modifiant la loi n° 81-25 du 25 juin 1981 relative à la répression des opérations usuraires et aux taux d'intérêt.
J.O./S. n° 5595 du 27 août 1994.
- 5 janvier 1995 Loi n° 95-03 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit.
J.O./S. n° 5617 du 21 janvier 1995.
- 7 novembre 1995 Décret n° 95-1004 relatif au calcul du taux effectif global des prêts à intérêts.
J.O./S. n° 5666 du 16 décembre 1995.
- 28 août 1996 Loi n° 96-13 portant adoption de la loi uniforme sur les instruments de paiement.
J.O./S. n° 5708 du 28 septembre 1996.
- 12 février 1997 Arrêté ministériel n° 789/MEFP/DMC relatif au certificat de non-paiement délivré par le banquier à la suite d'une émission de chèque sans provision (en application de la Loi n° 96-13 portant adoption de la loi uniforme sur les instruments de paiement).
- Arrêté ministériel conjoint n° 790/MEFP/DMC relatif aux formes et conditions d'accès aux fichiers de la Banque Centrale (en application de la Loi n° 96-13 portant adoption de la loi uniforme sur les instruments de paiement).
- Arrêté ministériel n° 791/MEFP/DMC déterminant les conditions et les modalités de la pénalité libératoire relative à la régularisation des incidents de paiement par chèque (en application de la Loi n° 96-13 portant adoption de la loi uniforme sur les instruments de paiement).

- Arrêté ministériel n° 792/MEFP/DMC relatif à la normalisation des formules de chèques du Trésor public, des services des Chèques postaux et de tout organisme habilité par la loi (en application de la Loi n° 96-13 portant adoption de la loi uniforme sur les instruments de paiement).
- 20 novembre 1997 Décret n° 97-1106 portant application de la loi réglementant les institutions mutualistes d'épargne et de crédit.
J.O./S. n° 5774 du 29 novembre 1997.
- 25 novembre 1997 Arrêté ministériel n° 9820/MEFP/DMC portant changement de dénomination de la Société Générale de Crédit Automobile (SOGECA) en Société Financière d'Equipement (S.F.E).
- 8 janvier 1998 Loi n° 98-04 organisant les relations financières avec l'étranger, abrogée et remplacée par le Règlement n° R09/98CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.
- 17 avril 1998 Loi n° 98-33 modifiant la loi n° 81-25 du 25 juin 1981 relative à la répression des opérations usuraires et aux taux d'intérêt.
J.O./S. n° 5797 du 24 avril 1998.
- 29 juin 1998 Arrêté ministériel n° 5169/MEFP/DMC portant publication du taux de l'usure.
J.O./S. n° 5818 du 5 août 1998.
- 17 décembre 1998 Arrêté ministériel n° 9257/MEFP/DMC portant Administration Provisoire de la BST.

Arrêté ministériel n° 9263 /MEFP/DMC portant nomination de M. Abdoul MBAYE en qualité d'Administrateur Provisoire de la BST.

Arrêté ministériel n° 9274/MEFP/DMC portant institution d'un Comité de suivi de l'Administration Provisoire de la BST.
- 19 février 1999 Arrêté ministériel n° 1110/MEFP/DMC portant agrément de Ecobank-Sénégal en qualité de banque.
J.O./S. n° 5864 du 5 juin 1999.
- 8 mars 1999 Arrêté ministériel n° 1666/MEFP/DMC portant publication du taux d'intérêt légal pour l'année 1999.
J.O./S. n° 5864 du 5 juin 1999.
- 21 avril 1999 Arrêté ministériel n° 2893/MEFP/DMC portant levée de l'Administration Provisoire et mettant fin aux fonctions de l'Administrateur Provisoire et du Comité de suivi de l'Administration Provisoire de la BST.

- 10 mai 1999 Arrêté ministériel n° 3420/MEFP/DMC fixant la liste des intermédiaires agréés pour l'application du Règlement n° R09/98CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.
- 18 août 1999 Arrêté ministériel n° 5699/MEFP/DMC autorisant la PROPARCO à céder à la CBAO les actions détenues dans la SFE.
- 15 septembre 1999 Arrêté ministériel n° 6602/MEFP portant nomination de Madame Fayol Dioum TALL en qualité de Coordonnateur National de la Cellule d'assistance Technique aux Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit (AT/CPEC).
- 14 octobre 1999 Arrêté ministériel n° 7451/MEFP/DMC portant Administration provisoire de la Société de Financement et de Promotion "Le Crédit Sénégalais".
Arrêté ministériel n° 7453/MEFP/DMC portant nomination de M. Amadou Bassirou DIA en qualité d'Administrateur Provisoire de la Société de Financement et de Promotion "Le Crédit Sénégalais".
Arrêté ministériel n° 7454/MEFP/DMC portant institution d'un Comité de suivi de l'Administration Provisoire de la Société de Financement et de Promotion "Le Crédit Sénégalais".
- 18 février 2000 Arrêté ministériel n° 2454/MEFP/DMC portant publication du taux d'intérêt légal pour l'année 2000.
- 16 mars 2000 Arrêté ministériel n° 3374 mettant fin au mandat de M. Amadou Bassirou DIA et portant nomination de M. Ibrahima NDOYE en qualité d'Administrateur Provisoire de la Société de Financement et de Promotion "Le Crédit Sénégalais".
- 4 mai 2000 Arrêté ministériel n° 4820/MEF/DMC autorisant la Compagnie Africaine pour l'Investissement (CAFIN) à acquérir 22.000 actions de la BST.
- 28 septembre 2000 Arrêté ministériel n° 9146/MEF/DMC autorisant la cession des actions de la Société Générale de Banques au Sénégal (SGBS) détenues par La Banca Nazionale Del Lavarò à la Société Générale France.
- 16 novembre 2000 Arrêté ministériel n° 10247 portant retrait d'agrément de la Société de Financement et de Promotion "Le Crédit Sénégalais".
Arrêté ministériel n° 10248 portant création d'une commission de contrôle de la liquidation de la Société de Financement et de Promotion "Le Crédit Sénégalais".

	Arrêté ministériel n° 10249 mettant fin au mandat de l'Administrateur Provisoire et portant nomination de M. Ibrahima NDOYE en qualité de Liquidateur de la Société de Financement et de Promotion "Le Crédit Sénégalais".
10 avril 2001	Arrêté ministériel n° 2048 portant publication du taux d'intérêt légal pour l'année 2001.
19 septembre 2001	Arrêté ministériel n° 7810 portant agrément de la Bank Of Africa - Sénégal (BOA) en qualité de banque.
31 janvier 2002	Arrêté ministériel n° 756 autorisant la cession des actions de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal (BICIS) détenues par la Société Financière d'Outre Mer (SFOM) à la BNP.
8 février 2002	Arrêté ministériel n° 831 portant publication du taux d'intérêt légal pour l'année 2002.
30 août 2002	Arrêté ministériel n° 5832 portant dissolution et retrait d'agrément de la Société Financière d'Equipement (SFE).
17 septembre 2002	Arrêté ministériel n° 6129 portant nomination de Mme Yaye Fatou Sar MBAYE en qualité de liquidateur de la Société Financière d'Equipement (SFE).
8 février 2002	Arrêté ministériel n° 831 portant publication du taux d'intérêt légal pour l'année 2002.
30 avril 2003	Arrêté ministériel n° 2796 portant publication du taux d'intérêt légal pour l'année 2003.
22 août 2003	Arrêté ministériel n° 6376 portant agrément de la Banque Africaine pour le Développement et le Commerce - Sénégal (BADCSénégal SA) en qualité de banque.
28 janvier 2004	Arrêté ministériel n° 378 MEF-DMC portant publication du taux d'intérêt légal pour l'année 2004.
6 Février 2004	Loi uniforme n° 2004-09 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux.
18 août 2004	Décret n° 2004-1150 portant création, organisation et fonctionnement de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF).
7 janvier 2005	Arrêté ministériel n° 43 MEF-DMC portant agrément de la Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest (BIMAO) en qualité de banque.
13 janvier 2005	Décret n° 2005-58 portant nomination du chef de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF).

14 janvier 2005	Arrêté ministériel n° 90 MEF-DMC portant retrait d'agrément de la Société d'Investissement (SENINVEST).
31 janvier 2005	Arrêté ministériel n° 205 MEF-DMC portant publication du taux d'intérêt légal pour l'année 2005.
3 mai 2005	Arrêté ministériel n° 2175 MEF-DMC rendant exécutoire le recouvrement par la Société Nationale de Recouvrement (SNR) des créances sur les débiteurs des ex-banques liquidées.
9 mai 2005	Décret n° 2005-402 portant nomination des membres de la CENTIF.
17 mai 2005	Arrêté ministériel n° 2411 MEF-DMC rendant exécutoire le recouvrement par la Société Nationale de Recouvrement (SNR) des créances titrisées par l'Etat sur les débiteurs de la Banque Islamique du Sénégal (BIS) et celles du Fonds de Promotion Economique (FPE).
17 mai 2005	Arrêté ministériel n° 2412 MEF-DMC portant agrément de la Banque Régionale de Solidarité du Sénégal (BRS-Sénégal) en qualité de banque.
17 mai 2005	Arrêté ministériel n° 2413 MEF-DMC portant agrément de Sénégal Factoring (SENFAC) en qualité d'établissement financier.
26 juillet 2005	Arrêté ministériel n° 3674 MEF-DMC portant agrément de Attijariwafa Bank Sénégal en qualité de banque.
20 octobre 2005	Arrêté ministériel n° 5771 MEF-DMC portant agrément de International Commercial Bank Sénégal (ICB-Sénégal) en qualité de banque.
28 octobre 2005	Arrêté ministériel n° 5988 MEF-DMC portant agrément de Banque Atlantique Sénégal en qualité de banque.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

**Décisions à caractère législatif ou réglementaire
arrêtées au 31 décembre 2005**

17 juin 1975	Ordonnance n° 23 portant réglementation bancaire. <i>J.O./T. n° 16 du 10 juin 1975.</i>
16 février 1976	Décret n° 76-15 définissant les conditions d'application de l'ordonnance n° 23 du 17 juin 1975 relative à la réglementation bancaire. <i>J.O./T. n° 9 du 16 mars 1976.</i>
1 ^{er} mai 1976	Rectification du n° spécial du journal officiel de la République togolaise du 10 juin 1975, page 8 (ordonnance n° 23 du 17 juin 1975 portant réglementation bancaire). <i>J.O./T. n° 13 du 1^{er} mai 1976.</i>
29 mars 1977	Ordonnance n° 77-6 portant création, organisation et administration d'un fonds de bonification d'intérêts en faveur des PME togolaises. <i>J.O./T. n° 10 du 16 mai 1977.</i>
5 avril 1977	Décret n° 77-106 relatif à la fixation des taux d'intérêts à servir aux déposants de la caisse d'épargne pour l'exercice 1976. <i>J.O./T. n° 12 du 1^{er} juin 1977.</i>
25 avril 1977	Arrêté n° 140/MFE/DE portant inscription sur la liste des banques et établissements financiers :

Etablissements	N° d'inscription
B.I.A.O	B 1
B.T.C.I	B 2
U.T.B.	B 3
B.C.G.	B 4
BALTEX	B 5
C.N.C.A.	B 6
B.T.D.	B 7
S.N.I.	B 8
S.T.O.C.A.	EF 1
TAW	EF 2
C.E.T	EF 3

24 octobre 1977	Arrêté n° 340 MFE portant relèvement du plafond des comptes d'épargne sur livret. <i>J.O./T. n° 25 du 1^{er} décembre 1977.</i>
24 mars 1978	Arrêté n° 117 MFE portant retrait d'agrément de la Banque Commerciale du Ghana. <i>J.O./T. n° 14 du 16 mai 1978.</i>
30 juin 1978	Arrêté n° 264 MFE rapportant l'arrêté n° 117 MFE portant retrait d'agrément de la BCG. <i>J.O./T. n° 9 du 1^{er} août 1978.</i>
7 mai 1979	Arrêté n° 141 MFE portant agrément de la Bank Of Credit and Commerce International.
21 juin 1979	Ordonnance n° 79-19 portant définition et répression de l'usure et fixation du taux d'intérêt légal.
25 juillet 1979	Arrêté n° 247 MFE portant agrément de la Bank of Credit and Commerce International. <i>J.O./T. n° 24 du 16 juillet 1979.</i>
10 juillet 1980	Arrêté n° 264 MFE nommant les membres de la Commission de contrôle des banques et établissements financiers.
6 août 1980	Arrêté n° 301 MFE accordant une dérogation individuelle à M. LAVERNY Maurice de Nationalité Française, Directeur Général de l'UTB.
14 août 1980	Arrêté n° 380 MFE portant autorisation à la B.I.A.O. pour transformer son agence de Lomé en société anonyme de droit local.
20 novembre 1980	Arrêté n° 443 MFE portant agrément de la Banque Libano-Togolaise et des dérogations individuelles.
30 juin 1981	Arrêté n° 268 MFE portant homologation des barèmes de la S.T.O.C.A.
20 août 1981	Arrêté n° 268/MEF relatif à l'autorisation accordée à la BIAO pour transformer son agence au Togo en société anonyme de droit togolais et accordant une dérogation individuelle à M. MEUNIER Michel de nationalité française, Président du Conseil d'Administration.
18 septembre 1981	Décret présidentiel n° 81-155 portant nomination du Directeur Général de la CNCA.
10 février 1982	Arrêté n° 52 MEF accordant une dérogation individuelle à M. Larera de MOREL de nationalité française à assurer les fonctions de Président du Conseil d'Administration de la BIAO-Togo.

19 novembre 1982	Arrêté n° 454/MEF portant nomination des membres du Comité National de Crédit du Togo.
2 décembre 1982	Lettre confidentielle n° 07 du Ministre de l'Economie et des Finances ayant pour objet la suspension de M. Joseph NASR de ses fonctions de Directeur adjoint de la BLT pour une durée de 30 jours à compter du 20 juin 1983 dans le cadre de l'article 1 ^{er} de l'arrêté n° 199/MEF du 12 juin 1974 pris en application de l'ordonnance n° 27 du 25 juin 1967 portant réglementation des relations financières entre le Togo et l'extérieur.
22 août 1983	Arrêté n° 403/MEF autorisant la STOCA à remettre en application ses barèmes homologués par arrêté n° 268/MEF du 30 juin 1981.
3 avril 1984	Arrêté n° 212/MEF accordant une dérogation individuelle à M. Joseph DETRAUX, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de la BTCI.
13 août 1984	Arrêté n° 465/MEF accordant une dérogation individuelle à M. Claude TOURAIN, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de l'UTB.
17 août 1984	Arrêté n° 475/MEF portant retrait de l'agrément autorisant la BLT à s'installer au Togo.
31 août 1984	Arrêté n° 497/MEF accordant une dérogation individuelle à M. Ahmad TARIQ, de nationalité pakistanaise, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de l'Agence de Lomé de la BCCI. Arrêté n° 498/MEF accordant une dérogation individuelle à M. Philippe LAMARZELLE, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de la CNCA.
30 janvier 1985	Arrêté n° 29 portant nomination de M. Goka Kwami MENSAH, comptable agréé, liquidateur unique de la Banque Libano Togolaise.
14 mars 1985	Décret n° 85-23 portant nomination aux institutions de l'UMOA.
6 mai 1985	Arrêté n° 266/MEF portant homologation des barèmes de la Caisse d'Epargne du Togo.
12 juin 1985	Arrêté n° 348-MEF portant approbation des statuts de l'APBEF.
24 décembre 1985	Arrêté n° 846 portant création de la Commission technique chargée de l'étude des mesures d'accompagnement en matière de cession d'actifs étrangers à des nationaux de l'UMOA.
22 octobre 1986	Arrêté n° 636/MEF portant création du comité national ad-hoc de suivi et de contrôle des programmes de redressement des banques en difficulté.
21 avril 1987	Décret n° 87-42 portant nomination à l'UMOA.

8 juin 1987	Arrêté n° 358/MEF portant nomination des membres du Comité National de Crédit.
8 septembre 1987	Décret n° 87-141 portant modification du capital social minimum des banques et établissements financiers installés au Togo.
22 novembre 1989	Avis n° 1-89/90 relatif à l'élaboration d'un plan comptable harmonisé par les établissements de crédit installés dans l'UMOA. Avis n° 2-89/90 concernant les normes de progression des crédits bancaires pour l'année 1990.
27 novembre 1989	Arrêté n° 776/MEF portant retrait d'agrément à la Société Togolaise de Crédit-Bail (Leasing) S.A. dénommé "LEASE-TOGO".
1 ^{er} mars 1990	Arrêté n° 140/MEF accordant une dérogation individuelle à M. Robert SABATIER, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de l'UTB.
3 mai 1990	Décret n° 90-63 portant création d'une Commission Nationale de Recouvrement des créances des établissements de financement agréés au Togo.
23 mai 1990	Arrêté n° 434/MEF accordant une dérogation individuelle à M. Mahaman Dintie SULEYMAN, de nationalité ghanéenne, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de la BCG.
13 juin 1990	Décret n° 90-06 portant liquidation de la CNCA.
29 juin 1990	Arrêté n° 005/MISE/CAB du Ministre de l'industrie et des Sociétés d'Etat portant nomination du liquidateur de la CNCA en la personne de M. Abalo AMOUZOU du Cabinet FICAO.
5 juillet 1990	Décision n° 800/MEF accordant à la CNCA une subvention de 3,3 Mds de FCFA équivalent au produit du prêt consenti par la CCCE à la République Togolaise dans le cadre de la liquidation de cette banque. Loi n° 90-19 portant ratification de la Convention portant création de la Commission Bancaire de l'UMOA. Arrêté n° 578/MEF portant répartition des placements des réserves techniques des organismes d'assurances entre la BTB (50%) et la SNI&FA (50%).
5 novembre 1990	Loi n° 90-17 portant réglementation bancaire.
8 juillet 1991	Arrêté n° 242/MEF/CAB du Ministère de l'Economie et des Finances portant suspension des activités de la BCCI au Togo.

- 10 juillet 1991 Arrêté n° 245/MEF/CAB du Ministère de l'Economie et des Finances portant nomination de M. Solo AKAKPO comme Administrateur provisoire de la BCCI au Togo.
- 5 février 1992 Arrêté n° 066/MEF/DE, portant homologation des barèmes de la Société Togolaise de Crédit Automobile (STOCA).
- 14 février 1992 Arrêté n° 091/MEF/DE, portant nomination de l'Administrateur Provisoire de Bank of Credit and Commerce International, en la personne de M. Komlan Dométo GNEMEGNA, Administrateur Civil en chef, en remplacement de M. Solo AKAKPO.
- 7 Avril 1992 Arrêté n° 172/MEF/DE, accordant une dérogation individuelle à l'article 14 de la loi bancaire à M. Michel CALLIER de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de l'Union Togolaise de Banque.
- 17 juin 1992 Arrêté n° 252/MEF/DE, portant nomination du Contrôleur National des Agences BCEAO au Togo, en la personne de M. KODZO Adokou, Expert Comptable diplômé.
- Arrêté n° 253/MEF/DE, accordant une dérogation individuelle à l'article 14 de la loi bancaire à M. Alain GUYON, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'administrateur Délégué de la STOCA.
- 18 juillet 1992 Arrêté n° 369/MEF/DE, complétant les dispositions de l'Arrêté n°091/MEF/DE, portant nomination de l'Administrateur Provisoire de la succursale de Bank of Credit and Commerce International Overseas (Ltd) (BCCI).
- Arrêté n° 370/MEF/CAB, portant prorogation de la période de suspension des activités bancaires de la Succursale de Bank of Credit and Commerce International Overseas (Ltd) (BCCI).
- 7 septembre 1992 Arrêté n° 403/MEF/DE, complétant les dispositions de l'Arrêté n° 091/MEF/DE portant nomination de l'Administrateur Provisoire de la Succursale de Bank of Credit and Commerce International Overseas (Ltd) (BCCI).
- 23 septembre 1992 Arrêté n° 475/MEF/DE, portant changement de dénomination de la Banque Arabe libyenne Togolaise pour le Commerce Extérieur (BALTEX) en Société Inter-Africaine de Banque (SIAB).
- 7 avril 1993 Décret n° 93-018/PR portant nomination du Directeur Général de la Société Nationale d'Investissement et Fonds Annexes (SNI&FA). M. LALLE Tankpandja, Inspecteur Central du Trésor, au terme de ce décret, est nommé Directeur Général en remplacement de M. AFFO Issa.

- 9 juin 1993 Arrêté n° 006/MEF/DE, portant cession des participations du Crédit Lyonnais SA dans l'Union Togolaise de Banque (UTB). Le Crédit Lyonnais est autorisé à céder ses participations, au terme de cet arrêté, au Crédit Lyonnais Global Banking.
- 8 septembre 1993 Arrêté n° 070/MEF/DE, accordant une dérogation individuelle à l'article 14 de la loi n° 90-17 du 5 novembre 1990 à M. Jean-Paul PICOT de nationalité française. Au terme de cet arrêté, M. Jean-Paul PICOT est autorisé à exercer les fonctions de Directeur Général Adjoint de la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie.
- 22 septembre 1993 Arrêté n° 085/MEF/DE, portant précision du taux de l'usure au Togo. Au terme de cet arrêté, le Taux d'usure en vigueur au Togo, soit le taux effectif global excédant de plus de deux tiers le taux maximum des intérêts débiteurs que les banques sont autorisées à appliquer à leurs concours, est celui dépassant 29,15% à partir du 9 novembre 1992.
- 23 septembre 1993 Arrêté n° 086/MEF/DE, portant retrait d'agrément à la Banque Commerciale du Ghana (BCG). Au terme de cet arrêté, la Banque Commerciale du Ghana n'est plus autorisée à exercer ses activités sur le territoire de la République Togolaise.
- 27 septembre 1993 Arrêté n° 087/MEF/DE, portant nomination d'un liquidateur à la Banque Commerciale du Ghana (BCG). Au terme de cet arrêté, M. Abalo AMOZOU du Cabinet Fudiciaire Conseil de l'Afrique de l'Ouest (FICAO) est nommé liquidateur de la BCG.
- 5 novembre 1993 Arrêté n° 098/MEF/DE, portant changement de dénomination sociale de la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale (BIAO) en Banque Méridien BIAO Togo S.A. (BMBT).
- 9 novembre 1993 Arrêté n° 100/MEF/DE complétant les dispositions de l'arrêté n° 007/MEF/DE du 7 novembre 1993, autorisant les remboursements partiels par la Bank Of Credit and Commerce International (BCCI). Au terme de cet arrêté, l'Administrateur Provisoire de la BCCI est autorisé à payer à titre exceptionnel, 50% du solde au 30 septembre 1992 de la Société Immobilière du Togo (SITO), 30% du solde au 30 septembre 1992 de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) et de la communauté Electrique du Bénin (CEB).
- 17 février 1994 Arrêté n° 097, accordant dérogation à la condition de nationalité. Au terme de cet arrêté et en vertu des dispositions de l'article 14 de la loi n° 90-17 du 5 novembre 1990 portant réglementation bancaire, une dérogation à la condition de nationalité a été accordée à M. Daniel Lucien GUICHARD, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Commercial de la BTCI.

- 31 mai 1994 Arrêté n° 144/MEF/DE, accordant dérogation à la condition de nationalité. Au terme de cet arrêté et en vertu des dispositions de l'article 14 de la loi n° 90-17 du 5 novembre 1990 portant réglementation bancaire, une dérogation à la condition de nationalité a été accordée à M. Rizwan HAIDER, de nationalité canadienne, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de ECOBANK-TOGO.
- 3 juillet 1995 Arrêté n° 085/MEF/CAB portant agrément du Fond de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest comme établissement financier.
Arrêté n° 085/MEF/CAB portant agrément de Cauris Investissement comme établissement financier.
- 14 juillet 1995 Loi n° 95-014 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit.
- 18 août 1995 Loi n° 95-016 portant autorisation de réévaluation légale des bilans.
- 6 février 1996 Arrêté n° 026/MEF/DE portant attribution de numéros d'immatriculation aux établissements de crédit au Togo.
Arrêté n° 027/MEF/DE accordant une dérogation individuelle à Mr Daniel Jean Georges HASSER de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général Adjoint de la BIAO TOGO.
- 6 mars 1996 Arrêté n° 038/MEF/DE accordant une dérogation individuelle à Mr Hervé LENOIR de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur de l'Exploitation de la BTCL.
Arrêté n° 039/MEF/DE accordant le changement de dénomination sociale de la Banque Meridien BIAO - TOGO en Banque Internationale pour l'Afrique au Togo (BIA-TOGO).
- 10 avril 1996 Décret n° 96-038 pris pour l'application de la loi n° 95-014 du 14 juillet 1995 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit.
- 17 juin 1996 Arrêté n° 088/MEF/DE portant création d'une Cellule d'Appui et de Suivi des Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit (CAS/IMEC).
- 21 janvier 1997 Arrêté n° 007/MEF/DE portant autorisation de modification de la structure du capital de la BIA-TOGO.
- 6 mars 1997 Arrêté n° 035/MEF/DE portant autorisation de cession de participation au capital de l'UTB.
- 22 avril 1997 Arrêté n° 068/MEF/DE portant une dérogation individuelle à M. Guy CAZENAVE de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général Adjoint de la BTCL.

14 mai 1997	Arrêté n° 084/MEF/DE portant une dérogation individuelle à M. Daniel Jean Georges HASSER de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de la BIA-TOGO.
2 septembre 1997	Arrêté n° 122/MEF/DE portant une dérogation individuelle à M. Jacques André Georges DAUDET de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de la BIA-TOGO.
7 octobre 1997	Arrêté n° 132/MEF/DE portant une dérogation individuelle à M. Komlan Adjarho OWEH de nationalité nigériane, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur et de Directeur des risques de ECOBANK-TOGO.
26 novembre 1997	Arrêté n° 154/MEF/DE/CAS-IMEC portant agrément de la Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit des Associations Villageoises (FEDERATION CECAV).
26 novembre 1997	Arrêté n° 155/MEF/DE/CAS-IMEC portant agrément de la Fédération des Unions Coopératives d'épargne et de Crédit du Togo (FUCEC-TOGO).
26 novembre 1997	Arrêté n° 156/MEF/DE/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Artisans (CECA).
8 décembre 1997	Arrêté n° 162/MEF/DE/CAS-IMEC portant agrément d'Institution Mutualiste ou Coopérative d'Epargne et de Crédit (Fafali).
8 décembre 1997	Arrêté n° 163/MEF/DE/CAS-IMEC portant agrément d'Institution Mutualiste ou Coopérative d'Epargne et de Crédit (Névaémé).
8 décembre 1997	Arrêté n° 164/MEF/DE/CAS-IMEC portant agrément d'Institution Mutualiste ou Coopérative d'Epargne et de Crédit (Kékéli).
8 décembre 1997	Arrêté n° 165/MEF/DE/CAS-IMEC portant agrément d'Institution Mutualiste ou Coopérative d'Epargne et de Crédit (Yayra).
9 janvier 1998	Arrêté n° 003/MEF/DE accordant une dérogation individuelle à M. Xavier Robert Philippe ALIBERT, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général d' ECOBANK-TOGO.
23 février 1998	Arrêté n° 013/MEF/DE accordant une dérogation individuelle à M. Khalifa Achour ETTLUAA, de nationalité libyenne, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général Adjoint de la SIAB.
18 mars 1998	Loi uniforme n° 98-007 sur les instruments de paiement.
16 avril 1998	Arrêté n° 036 MEF/DE/CAS-IMEC portant agrément de l'Association Mutualiste de Promotion de l'Epargne et de Crédit (AMUPEC).
20 avril 1998	Arrêté n° 037/MEF/DE fixant le taux d'intérêt légal pour l'année 1998.

15 mai 1998	Arrêté n° 045 MEF/DE/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit (CAMEC).
27 mai 1998	Arrêté n° 053/MEF/DE accordant une dérogation individuelle à M. Patrick Jean FAURE, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur des Engagements de la BTCI.
15 juillet 1998	Arrêté n° 233 MEF/DE/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle DODZI.
21 septembre 1998	Arrêté n° 262/MEF/DE autorisant l'extension des activités de la Société Togolaise de Crédit Automobile (STOCA) au crédit-bail.
22 septembre 1998	Arrêté n° 264/MEF/DE relatif à la normalisation des formules de chèques du Trésor Public, des Services de Chèques Postaux ou de tout autre organisme habilité par la loi. Arrêté n° 265/MEF/DE déterminant les conditions et les modalités de la pénalité libératoire relative à la régularisation des incidents de paiement par chèque. Arrêté n° 16/MJ/CAB relatif au certificat de non paiement délivré par le banquier à la suite d'une émission de chèque sans provision.
24 septembre 1998	Arrêté n° 266/MEF/DE fixant le montant du droit de timbre sur les formules de chèques endossables.
30 septembre 1998	Arrêté n° 268/MEF/MJ relatif aux formes et conditions d'accès au fichier de la Banque Centrale.
5 octobre 1998	Arrêté n° 269/MEF/SG modifiant l'arrêté n° 088/MEF/DE du 17 juin 1996 portant création d'une cellule d'Appui et de Suivi des Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit (CAS-IMEC).
17 décembre 1998	Arrêté n° 306/MEF/DE modifiant l'arrêté n° 265/MEF/DE déterminant les conditions et les modalités de la pénalité libératoire relative à la régularisation des incidents de paiement par chèque.
23 décembre 1998	Arrêté n° 309/MEF/DE accordant une dérogation individuelle à M. Jean Pierre CARPENTIER, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de la BIA-T.
2 février 1999	Arrêté n° 064/MFP/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle de Crédit-Epargne MICROFUND. Arrêté n° 065/MFP/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle d'épargne et de crédit "TIBI". Convention n° 20/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et ESPOIR-Togo.

Convention n° 21/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et l'Association Togolaise pour la Promotion du Développement Rural (SOTOPRODER).

Convention n° 22/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et le Fonds de Développement Régional (FDR).

Convention n° 23/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et Tous Impliqués dans la Mobilisation des Ressources Locales et la Promotion des Actions Communautaires (TIMPAC).

Convention n° 24/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et Synergie Nord-Sud pour l'Epargne et le Crédit (SYNORSEC).

Convention n° 25/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et l'Association pour l'Auto-promotion des Communautés de Base (ACOMB).

8 mars 1999

Convention n° 027/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et l'Association pour la Promotion des Groupements Agricoles (APGA).

Convention n° 028/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et Action Régionale pour le Développement Intégré (ARDI).

Convention n° 029/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et Women and Association for Gain both Economic and Social (WAGES).

Convention n° 030/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et Recherche, Appui et Formation aux Initiatives d'Auto Promotion (RAFIA).

31 mars 1999

Arrêté n° 122/MFP/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle ADZEDZI.

Arrêté n° 123/MFP/CAS-IMEC portant agrément de la Centrale d'Epargne et de Crédit (CEC Mokpokpo).

12 mai 1999

Arrêté n° 144/MFP/CAS-IMEC portant agrément de la COOPEC LE TRIANGLE .

4 juin 1999

Arrêté n° 148/MFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Alain DALLARD, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Secrétaire Général de la BTCI.

16 juin 1999

Convention n° 036/MEFP/SG/CAS-IMEC entre la République Togolaise et ASSOCIATION ODJOUGBO.

17 juin 1999

Convention n° 034/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et ESPACE HUMAIN.

Convention n° 035/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et Assistance et Appui pour le Combat contre la Misère (ACM).

- 3 août 1999 Arrêté n° 157/MFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Yves-Marie SAISON, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur des engagements de la BTCI.
- 18 août 1999 Arrêté n° 161/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle Universitaire du Togo (MUTO).
Arrêté n° 162/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Communautaire d'Epargne et de Crédit (CACEC).
- 26 août 1999 Arrêté n° 167/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Centrale d'Epargne et de Crédit de Lomé (CEC-Lomé).
- 21 septembre 1999 Convention n° 037/MFP/CAS-IMEC entre la République Togolaise et l'Association Peuple Culture Développement (APCD).
- 8 octobre 1999 Arrêté n° 177/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la CAISSE-ZION.
- 22 novembre 1999 Arrêté n° 189/MEFP portant mise sous administration provisoire de la Caisse d'Epargne du Togo.
Arrêté n° 190/MEFP nommant M. Mindi LAMBONI, Administrateur Provisoire de la Caisse d'Epargne du Togo.
Arrêté n° 191/MEFP instituant un Comité de Suivi de l'Administration Provisoire de la Caisse d'Epargne du Togo.
- 25 novembre 1999 Arrêté n° 194/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Khalifa Achour ETTLUAA, de nationalité libyenne, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de la SIAB.
Arrêté n° 195/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Baudouin LEMAIRE, de nationalité belge, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de la BIA-T.
Arrêté n° 196/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Claude DULAIT, de nationalité belge, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de la BIA-T.
Arrêté n° 197/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Michel JACQUEMIN, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de la BIA-T.
- 17 décembre 1999 Arrêté n° 204/MEFP/CAB nommant les membres du Comité de Suivi de l'Administration provisoire de la Caisse d'Epargne du Togo.
- 23 décembre 1999 Arrêté n° 224/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle d'entraide pour le Développement (MED-TOGO).

- 10 janvier 2000 Convention n° 041/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Fondation la Sagesse (FONDATION LA SAGESSE).
- 11 février 2000 Arrêté n° 197/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Paul Jean Antoine LEVAUX, de nationalité belge, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Auditeur Interne de la BIA-T.
- 18 avril 2000 Arrêté n° 124/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit PARAPLUIE (COOPEC-PARAPLUIE).
- Arrêté n° 125/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Namoudjoga (COOPEC-NAMOUDJOGA).
- Arrêté n° 126/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Mandouri (COOPEC-MANDOURI).
- Arrêté n° 127/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Barkoissi (COOPEC-BARKOISSI).
- Arrêté n° 128/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Namon-Dougba (COOPEC-NAMON-DOUGBA).
- Arrêté n° 129/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Bassar Ville (COOPEC-BASSAR-VILLE).
- 19 mai 2000 Arrêté n° 158/MEFP/CAB portant mise sous administration provisoire de l'Union Togolaise de Banque (UTB).
- Arrêté n° 159/MEFP/CAB nommant M. Abdourahmane DIOUF, Administrateur Provisoire de l'Union Togolaise de Banque.
- 24 mai 2000 Arrêté n° 00-065/PMRT nommant les membres du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).
- 14 juin 2000 Arrêté n° 167/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Nwachukwu OGUONU, de nationalité nigériane, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de ECOBANK.
- Arrêté n° 168/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Mlle Nathalie FLORAS, de nationalité Suisse, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur du Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest.
- Arrêté n° 169/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Jean-Loup FELTZ, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur du Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest.

	Arrêté n° 171/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Wilfried RÖDER, de nationalité allemande, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur du Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest.
	Arrêté n° 173/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Tassilo HENDUS, de nationalité allemande, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur du Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest.
20 juin 2000	Arrêté n° 176/MEFP/CAB instituant un Comité de Suivi de l'administration provisoire de l'Union Togolaise de Banque (UTB).
12 juillet 2000	Arrêté n° 192/MEFP/CAB nommant les membres du Comité de Suivi de l'Administration provisoire de l'Union Togolaise de Banque.
3 août 2000	Arrêté n° 196/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Jean-Louis BOURDIAU, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de la STOCA.
21 août 2000	Arrêté n° 209/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Guérin-kouka (COOPEC-GUERIN-KOUKA).
22 août 2000	Arrêté n° 208/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit Gaieté-Sokodé (COOPEC-GAIETE-SOKODE).
	Arrêté n° 210/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Kétau (COOPEC-KETAO).
	Arrêté n° 211/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Pagouda (COOPEC-PAGOUDA).
	Arrêté n° 212/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Kandé (COOPEC-KANDE).
	Arrêté n° 213/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Sotouboua Ville (COOPEC-SOTOUBOUA-VILLE).
	Arrêté n° 214/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Mango Ville (COOPEC-MANGO-VILLE).
	Arrêté n° 215/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Nano (COOPEC-NANO).
	Arrêté n° 216/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de BLITTA (COOPEC-BLITTA-VILLE).
	Arrêté n° 217/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Kara Ville (COOPEC-KARA VILLE).

- Arrêté n° 218/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Cfae (COOPEC-CFAE).
- Arrêté n° 219/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Naki-est (COOPEC-NAKI-EST).
- Arrêté n° 220/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Dapaong Ville (COOPEC-DAPAONG-VILLE).
- Arrêté n° 221/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Tsevié Ville (COOPEC-TSEVIE-VILLE).
- Arrêté n° 222/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de NIAMTOUGOU (COOPEC-NIAMTOUGOU).
- 25 août 2000 Arrêté n° 224/MEFP/DE interdisant aux établissements de financement installés au Togo d'émettre, de recevoir des fonds et de financer les opérations d'investissement au profit de l'UNITA.
- 8 septembre 2000 Arrêté n° 236/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Paul DERREUMAUX, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur du Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest.
- Arrêté n° 237/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Jean PARPAIS, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur du Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest.
- 2 novembre 2000 Arrêté n° 253/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit pour l'Atténuation de la Pauvreté au TOGO (MECAP-TOGO).
- Arrêté n° 254/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément du Fonds Populaire de Développement (FPD).
- Convention n° 050/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de l'Association Jeunes et Développement.
- Convention n° 051/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de MOPIB.
- Convention n° 052/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément des Femmes Environnement Santé (FENSA).
- 22 novembre 2000 Arrêté n° 257/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes de Blitta (CMECF-BLITTA).
- Arrêté n° 258/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes de SOKODE (CMECF-SOKODE).

Arrêté n° 259/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes de SOTOUBOUA (CMECF-SOTOUBOUA).

Arrêté n° 260/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes de TCHAMBA (CMECF-TCHAMBA).

Arrêté n° 261/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle des Groupements Producteurs de Café-Cacao "Dekawowo" (MGPC "DEKAWOWO").

Arrêté n° 262/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle de Solidarité et d'Entraide (MUSED).

Arrêté n° 263/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Villageoise d'Epargne et de Crédit "Gnénodou" (CVECG).

28 novembre 2000

Arrêté n° 264/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Agbelouvé (COOPEC-AGBELOUVE).

Arrêté n° 265/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Ressortissants de l'Avé à Lomé (COOPEC-AVE).

Arrêté n° 266/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Car-Naolo (COOPEC-CAR-NAOLO).

Arrêté n° 267/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Enseignants du Grand Kloto (COOPEC DES ENSEIGNANTS DU GRAND KLOTO).

Arrêté n° 268/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Agents de Cimtogo (COOPEC-CIMTOGO).

Arrêté n° 269/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit Santé-Kloto (COOPEC-SANTE-KLOTO).

Arrêté n° 270/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit Santé-Zio (COOPEC-SANTE-ZIO).

Arrêté n° 271/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit Sikpé Adégou (COOPEC-SIKPE-ADEGOU).

Arrêté n° 272/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Tandjouaré (COOPEC-TANDJOUARE).

22 février 2001

Convention n° 058/MFP/SG/CAS-IMEC entre la République togolaise et Jeunesse Catholique Agricole et Rurale (J.A.R.C).

- Convention n° 059/MFP/SG/CAS-IMEC entre la République togolaise et Femmes, Enfants et Développement (F.E.D.).
- 23 février 2001 Arrêté n° 045/MEFP/DE portant autorisation de modification de la structure du capital de la Société Togolaise de Crédit Automobile (STOCA).
- 26 février 2001 Arrêté n° 046/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des travailleurs de la Régie Nationale des Eaux du Togo (COOPECTRARNET).
- Arrêté n° 047/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Postes et Télécommunications (COOPEC P & T).
- Arrêté n° 048/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit Echoppe (COOPEC-ECHOPPE).
- 2 mars 2001 Arrêté n° 051/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de l'Union des Mutuelles de Crédit-Epargne du Togo (U.M.E.C.TO.).
- 20 mars 2001 Arrêté n° 059/MEFP/DE portant création d'une commission provisoire du Tableau des Experts-Comptables et des Comptables agréés.
- 23 avril 2001 Arrêté n° 075/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit "SOLIDARITE" (COOPEC SOLIDARITE).
- Arrêté n° 076/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Eglise Evangélique de Lomé (COOPECEELO).
- Arrêté n° 077/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Afagnan (COOPEC AFAGNAN).
- Arrêté n° 078/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Kouvé (COOPEC KOUVE).
- Arrêté n° 079/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Epouses des Agents de l'OTP (C.EC.E.AO).
- Arrêté n° 080/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Travailleurs de la Sécurité Sociale du Togo (COOPECTRASSTO).
- Arrêté n° 082/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Editogo (C.E.C.E).
- Arrêté n° 083/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Santé Yoto (COOPEC SANTE-YOTO).

	Arrêté n° 087/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des employés locaux de la Mission Américaine du Togo (COOPECMAT).
	Arrêté n° 088/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Aképe (COOPEC AKEPE).
	Arrêté n° 089/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Assemblées de Dieu (COOPEC-AD).
	Arrêté n° 090/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Gando (COOPEC GANDO).
	Arrêté n° 091/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit "NOVISSI" (COOPEC NOVISSI).
	Arrêté n° 092/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit du Port Autonome de Lomé (COOPECPAL).
	Arrêté n° 093/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjengré (COOPEC ADJENGRE).
	Arrêté n° 094/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit "ARIZIKI" d'Assoli (COOPEC ARIZIKI D'ASSOLI).
9 mai 2001	Décret n° 2001-111/PR portant création d'une Commission Nationale de Recouvrement des Créances des Banques, des Etablissements Financiers et autres Institutions de Crédit.
18 mai 2001	Convention n° 072/MFP/SG/CAS-IMEC entre la République togolaise et CODE UTILE AFRIQUE.
	Convention n° 073/MFP/SG/CAS-IMEC entre la République togolaise et l'Association Solidaire pour un Développement à la Base (ASDEB).
	Convention n° 074/MFP/SG/CAS-IMEC entre la République togolaise et l'Association des Volontaires Togolais pour le Développement (AVOTODE).
	Convention n° 075/MFP/SG/CAS-IMEC entre la République togolaise et l'ONG Soutien aux Efforts de la Base pour un Développement Responsable et Solidaire (SEBADERS).
23 mai 2001	Arrêté n° 097/MEFP/CAB portant prorogation de l'administration provisoire de l'UTB jusqu'au 31/12/01.
	Arrêté n° 098/MEFP/CAB portant prorogation de l'administration provisoire de la Caisse d'Epargne du Togo (CET) jusqu'au 30/06/01.

- 4 juillet 2001 Décret n° 2001-049/PMRT portant nomination d'un coordonnateur national de la Commission de recouvrement des créances.
- 13 juillet 2001 Arrêté interministériel n° 002/MEFP/MJCPDED portant nomination des agents d'exécution et de poursuite.
- Arrêté interministériel n° 003/MEFP/MJCPDED portant nomination des représentants des membres de la Commission Nationale de Recouvrement des Créances au sein de la Structure Technique.
- 25 juillet 2001 Arrêté n° 129/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Administration Publique du Togo (CECAP).
- Arrêté n° 130/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Travailleurs de l'ASECNA au Togo (COOPECTAT).
- Arrêté n° 131/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit pour la Promotion de la Femme (CECPF).
- Arrêté n° 132/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de la CROSSE DE L'EVEQUE (COOPECROSSE).
- Arrêté n° 133/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle JARDIN DU VILLAGE.
- 31 juillet 2001 Arrêté n° 166/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Philippe LE BER, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de la STOCA.
- Arrêté n° 167/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Kofi ANSAH, de nationalité ghanéenne, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de ECOBANK-TOGO.
- 22 août 2001 Arrêté n° 184/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Yves TERRACOL, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de la BTB.
- 29 août 2001 Arrêté n° 190/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Travailleurs de la Société Togolaise de Coton (CETRASTOC).
- Arrêté n° 191/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle "Temkou" d'Epargne et de Crédit (MUTEC).
- Arrêté n° 192/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse d'Aide Mutuelle et de Prévoyance des Etudiants et des Travailleurs du Togo (CAMPETT).

	Arrêté n° 193/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle de Crédit Agricole de la région Maritime (CMCA-M).
10 octobre 2001	Arrêté n° 220/MEFP/DE portant autorisation de cession d'actions de la BIA-T.
12 novembre 2001	Arrêté n° 220/MEFP/DE portant gel des ressources financières détenues par les banques et établissements financiers installés en République togolaise pour le compte des personnes et organisations terroristes liées à OUSSAMA Ben Laden et aux Talibans.
19 novembre 2001	Décret n° 2001-196/PR autorisant la réforme du cadre institutionnel et juridique, la consultation et la négociation en vue de la reprise de la CET. Décret n° 2001-197/PR autorisant la consultation et la négociation en vue de la reprise de l'UTB.
5 décembre 2001	Arrêté n° 233 MEFP/CAB portant prorogation de l'administration provisoire de la CET jusqu'au 31/12/01.
6 décembre 2001	Arrêté n° 234 MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Patrick MESTRALLET, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de GARI.
28 janvier 2002	Arrêté n° 007/MEFP/DE portant autorisation de cession d'actions de la SFOM dans le capital de la BTCI à la BNP PARIBAS.
29 janvier 2002	Arrêté n° 008/MEFP/DA fixant les attributions de l'Administrateur Provisoire et portant composition et fonctionnement du Conseil de Surveillance de la Société Bénéficiaire Life Insurance - Togo.
30 janvier 2002	Arrêté n° 009/MEFP/CAB portant prorogation de l'administration provisoire de la CET jusqu'au 30/06/02. Arrêté n° 010/MEFP/CAB portant prorogation de l'administration provisoire de l'UTB jusqu'au 30/06/02.
13 février 2002	Arrêté n° 012/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit "KATHERE" de Morétan (COOPEC KATHERE). Arrêté n° 013MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit "NYAMENKO" d'Attitogon (COOPEC NYAMENKO). Arrêté n° 014/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit "LOLONU" d'Agoto (COOPEC LOLONU). Arrêté n° 015/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit "AVO AME" d'Aklakou (COOPEC AVO AME).

Arrêté n° 016/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit "ENYO" d'Adéta (COOPEC ENYO).

Arrêté n°017/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit d'ELAVAGNON (COOPEC ELAVAGNON).

Arrêté n° 018/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit d'AHEPE (COOPEC AHEPE).

Arrêté n° 019/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit ONAF (COOPEC ONAF).

Arrêté n° 020/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Populaire pour le Développement et l'Entraide "Notre Dame de Fatima" (CPDE "NOTRE DAME DE FATIMA").

22 avril 2002 Arrêté n° 032/MEFP/DE modifiant l'arrêté n° 220/MEFP/DE du 10/10/2001 portant autorisation de cession d'actions de la BIA-T.

10 mai 2002 Décision n° 163/MEFP/DA portant fixation de la rémunération des membres du Conseil de Surveillance de la Société Bénéficial Life Insurance - Togo.

24 mai 2002 Arrêté n° 035/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Arnaud Adelin Albert LAMBOTTE, de nationalité belge, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Administratif et Financier de la Banque Internationale pour l'Afrique au Togo (BIA-T).

Arrêté n° 036/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Jean-Paul René LE CALM, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de la Banque Internationale pour l'Afrique au Togo (BIA-T).

25 juin 2002 Arrêté n° 041/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Michael Olufemi ADEFOPE, de nationalité nigériane, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de Ecobank-T.

12 août 2002 Arrêté n° 048/MEFP/DE portant prorogation de l'administration provisoire de la CET jusqu'au 31/12/02.

Arrêté n° 049/MEFP/DE portant levée de l'administration provisoire de l'UTB à compter du 01/07/02.

16 septembre 2002 Arrêté n° 062/MEFP/DE confiant une mission spéciale à M. Abdourahmane DIOUF.

22 octobre 2002 Arrêté n° 070/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle du Centre d'Autofinancement pour la Promotion des Affaires à la Base (Mutuelle CAPAB).

- Arrêté n° 071/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de l'Institution de Microfinance "LE PAPILLION".
- Arrêté n° 072/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit Secours (COOPEC SECOURS).
- Arrêté n° 073/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Employés de Banques et Etablissements Financiers (CECEBEF).
- Arrêté n° 075/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit du GIPATO (CMEC-GIPATO).
- Arrêté n° 076/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit FALA-GBEN de Tammongue (CMEC FALA-GBEN).
- Arrêté n° 077/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit MOFUOD de Tambonga (CMEC MOFUOD).
- Arrêté n° 078/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit YAABUOG-KAN-SAAD de Sikbaog (CMEC YAABUOG-KAN-SAAD).
- Arrêté n° 079/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit du TINTUA de Tidonti (CMEC TINTUA).
- Arrêté n° 080/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit du BANLEMAN de Kpong (CMEC BANLEMAN).
- 7 novembre 2002 Arrêté n° 081/MEFP/DE instituant un Comité de Surveillance à l'UTB.
- Arrêté n° 082/MEFP/DE portant nomination des membres du Comité de Surveillance de l'UTB.
- 2 décembre 2002 Arrêté n° 091/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Issa E. I. ZAHAFF, de nationalité libyenne, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de la Société Interafricaine de Banque (SIAB).
- Arrêté n° 091 bis/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à M. Ali Abdalla Dandi MOFTAH, de nationalité libyenne, pour lui permettre d'exercer les fonctions d'Administrateur de la Société Interafricaine de Banque (SIAB).
- 5 février 2003 Arrêté n° 016/MEFP/CAB portant nomination d'un Administrateur Provisoire par intérim à la Caisse d'Epargne du Togo (CET).
- 12 février 2003 Arrêté n° 017/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Khalifa Hussein HUSSEIN, Administrateur de la Société Interafricaine de Banque (SIAB).

	Arrêté n° 018/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Luc André Emmanuel RIGOUZZO, Administrateur du Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique (GARI).
	Arrêté n° 019/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Pierre René Paul SEJOURNANT, Administrateur de la Société Togolaise de Crédit Automobile (STOCA).
21 février 2003	Arrêté n° 028/MEFP/DE portant prorogation de l'administration provisoire de la Caisse d'Epargne du Togo (CET) jusqu' au 30/06/2003.
	Arrêté n° 029/MEFP/DE portant nomination des membres du Comité de Surveillance de l'Union Togolaise de Banque (UTB).
27 février 2003	Arrêté n°030/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit VOVO (VOVO).
	Arrêté n° 031MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit l'Ami Financier des Pauvres (AFP).
	Arrêté n° 032/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit Epargne Sans Frontière (ESF).
	Arrêté n° 033/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit Entraide Solidarité pour le Bien-Etre (ENSOBE).
	Arrêté n° 034/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit Fonds Social de Solidarité (F2S).
	Arrêté n° 035/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit pour la promotion des Artisans (MUECA).
	Arrêté n° 036/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de la Mutuelle des Cadres pour le Développement (MUCAD).
28 mars 2003	Arrêté n° 037/MEFP/DE rapportant l'arrêté n° 029/MEFP/DE du 21 février 2003 portant nomination des membres du Comité de Surveillance de l'Union Togolaise de Banque (UTB).
28 avril 2003	Arrêté n° 043/MEFP/DE portant autorisation de modification de la structure du capital social de la Société Interafricaine de Banque (SIAB).
30 avril 2003	Arrêté n° 044/MEFP/CAB portant nomination des membres du Comité de Surveillance de l'Union Togolaise de Banque (UTB).
24 juin 2003	Arrêté n° 073/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Charles Marc Alphonse BOIS d'ENGHIEN, Administrateur de CAURIS INVESTISSEMENT S.A.

1 ^{er} juillet 2003	Arrêté n° 076/MEFP/SG/CAS-IMEC fixant les délais de transmission et les modalités de paiement des pénalités pour défaut de communication des informations par les Systèmes Financiers Décentralisés.
22 juillet 2003	Arrêté n° 080bis/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Michel Laurent MARCIANO, Administrateur du Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique (GARI).
24 juillet 2003	Arrêté n° 081bis/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Frédéric Gilbert OTTAVY, Administrateur du Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique (GARI).
5 septembre 2003	Arrêté n° 088/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Gustaaf Aegidus Maria HEIM, Administrateur de CAURIS INVESTISSEMENT S.A.
30 janvier 2004	Arrêté n° 011/MEFP/DE accordant une subvention d'équilibre à l'UTB. Arrêté n° 012/MEFP/DE accordant une subvention d'équilibre à la CET.
11 février 2004	Arrêté n° 043/MEFP/CAB portant nomination des membres du Comité de Surveillance de l'UTB. Arrêté n° 044/MEFP/CAB portant modification de l'arrêté n° 081/MEFP/DE du 11 novembre 2002 instituant un Comité de Surveillance à l'UTB.
25 février 2004	Arrêté n° 059/MEFP/CAB portant nomination d'un Administrateur Provisoire.
13 mai 2004	Arrêté n° 138/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Guy Paul FIGAREDE, Administrateur de la LTD.
15 juin 2004	Arrêté n° 152/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Thierry LOLIVIER, Dirigeant de la BIA-T. Arrêté n° 153/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Heinrich Johannes WIESWEG, Administrateur du Fonds GARI.
7 juillet 2004	Décision n° 592/MEFP/SG/CAS-IMEC portant reconnaissance de la Caisse Locale d'Epargne et de Crédit (CLEC) LELENKOMA. Décision n° 593/MEFP/SG/CAS-IMEC portant reconnaissance de la Caisse Locale d'Epargne et de Crédit (CLEC) TEOUFEMA. Arrêté n° 171/MEFP/SG/CAS-IMEC portant agrément de l'Union des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (URCLEC).

- 16 août 2004 Arrêté n° 177/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Jean-Marc JULLIEN, Administrateur de la STOCA.
- Arrêté n° 178/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Abdurrazag Mukhtar ELTARHUNI, Administrateur de la SIAB.
- 14 septembre 2004 Arrêté n° 182/MEFP/DE portant prorogation de l'administration provisoire de la CET jusqu'au 31/12/04.
- 8 novembre 2004 Arrêté n° 241/MEFP/CAB portant retrait d'agrément de la Société Nationale d'Investissement & Fonds Annexes (SNI & FA).
- Arrêté n° 243/MEFP/CAB portant agrément de la Société Anonyme FINANCIAL BANK TOGO en qualité de banque.
- 6 décembre 2004 Arrêté n° 255/MEFP/CAS-IMEC modifiant l'arrêté n° 174/MEFP/SG/CAS-IMEC du 14 septembre 1999 portant création d'un Comité National de Microfinance (CNM).
- 16 décembre 2004 Arrêté n° 286/MEFP/CAB portant modification de l'arrêté n° 241/MEFP/CAB du 08 novembre 2004 relatif au retrait d'agrément de la Société Nationale d'Investissement & Fonds Annexes (SNI & FA).
- 22 décembre 2004 Arrêté n° 165/MEFP/PR portant dissolution de la Société Nationale d'Investissement & Fonds Annexes (SNI & FA).
- 10 janvier 2005 Arrêté n° 002/MEFP/CAB portant nomination du liquidateur de la SNI&FA.
- 15 février 2005 Arrêté n° 052/MEFP/DE portant prorogation de l'administration provisoire de la Caisse d'Epargne du Togo (CET).
- 13 mai 2005 Arrêté n° 136/MEFP/CAB/CAS-IMEC portant agrément de la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Travailleurs de Togo Electricité (CETRATE).
- Arrêté n° 138/MEFP/DE portant agrément en qualité de banque de la société anonyme dénommée Banque Régionale de Solidarité du Togo (BRS-TOGO).
- 19 mai 2005 Arrêté n° 139/MEFP/DE portant dérogation individuelle à Monsieur Jean-Yves LE PAULMIER, de nationalité française, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de FINANCIAL BANK TOGO.

31 mai 2005	Arrêté n° 145/MEFP/CAB/CAS-IMEC portant agrément de la COOPEC-ILEMA.
17 juin 2005	Arrêté n° 151/MEFP/CAB portant autorisation de modification de la structure du capital de la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCI).
29 juin 2005	Décret n° 2005-034/PMRT portant nomination au Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine. Décret n° 2005-035/PMRT portant nomination au Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine.
2 août 2005	Arrêté n° 175/MEFP/DE portant agrément de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Togo (BSIC-TOGO) en qualité de Banque.
21 septembre 2005	Arrêté n° 189/MEFP/DE portant modification de l'arrêté n° 138/MEFP/DE du 13 mai 2005 relatif à l'agrément de la Banque Régionale de Solidarité-Togo (BRS-TOGO) en qualité de banque. Arrêté n° 190/MEFP/DE portant agrément en qualité de banque de la société anonyme dénommée Banque Atlantique Togo (Banque Atlantique). Arrêté n° 191/MEFP/DE portant modification de l'arrêté n° 175/MEFP/DE du 02 août 2005 relatif à l'agrément de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Togo (BSIC-TOGO) en qualité de banque.
24 octobre 2005	Arrêté n° 205/CAB/MEFP modifiant l'arrêté n° 178/CAB/MEFP du 8 octobre 1999 portant création d'un Comité de Pilotage du plan de trésorerie de l'Etat.
25 octobre 2005	Arrêté n° 206/MEFP/CAB/CAS-IMEC portant agrément de la mutuelle AKWABA. Arrêté n° 207/MEFP/CAB/CAS-IMEC portant agrément de l'Union des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Savanes (U-CMECS).
14 décembre 2005	Arrêté n° 215/MEFP/DE accordant une dérogation individuelle à Monsieur Rabie Youssef ABUSHAWASHI, de nationalité libyenne, pour lui permettre d'exercer les fonctions de Directeur Général de la SIAB.
26 décembre 2005	Arrêté n° 220/MEFP/DE portant autorisation de modification de la structure du capital social de la BTCI.

**CONVENTION PORTANT CREATION
DE LA COMMISSION BANCAIRE
DE L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE**

Le Gouvernement de la République Populaire du Bénin,

Le Gouvernement du Burkina Faso,

Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire,

Le Gouvernement de la République du Mali,

Le Gouvernement de la République du Niger,

Le Gouvernement de la République du Sénégal,

Le Gouvernement de la République togolaise,

- conscients de leur profonde solidarité monétaire et de la nécessité de renforcer leur coopération dans le domaine bancaire,

- déterminés à préserver un fonctionnement harmonieux du système bancaire, pour assurer à leurs économies les bases d'un financement sain et promouvoir tant la mobilisation de l'épargne intérieure que l'apport de capitaux extérieurs,

- persuadés qu'à cette fin, une organisation communautaire du contrôle des banques et établissements financiers constitue le moyen le plus approprié,

- convaincus que cette organisation communautaire contribuera à assurer une surveillance uniforme et plus efficace de l'activité bancaire et une intégration de l'espace bancaire dans l'Union Monétaire Ouest Africaine, tout en renforçant leur communauté de monnaie,

sont convenus des dispositions ci-après :

Article 1^{er} - Il est créé, dans le cadre de l'Union Monétaire Ouest Africaine, une Commission, dénommée ci-après la Commission Bancaire, chargée de veiller notamment à l'organisation et au contrôle des banques et établissements financiers.

La Commission Bancaire est régie par les dispositions de l'Annexe à la présente Convention.

Lesdites dispositions peuvent être modifiées par le Conseil des Ministres de l'Union, après avis du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, ci-après dénommée la "Banque Centrale". Ces modifications ne sont pas soumises à ratification ou approbation.

Article 2 - La présente Convention, y compris son Annexe, entrera en vigueur, après notification de sa ratification ou de son approbation par les Etats signataires à la République du Sénégal, à une date qui sera fixée d'accord parties par les Gouvernements signataires.

En foi de quoi, ont apposé leur signature au bas de la présente Convention, le 24 avril 1990.

ANNEXE

Article 1^{er} - La Commission Bancaire est un organe de l'Union Monétaire Ouest Africaine.

TITRE I

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 2 - La Commission Bancaire comprend :

- le Gouverneur de la Banque Centrale ;
- un représentant désigné ou nommé par chaque Etat participant à la gestion de la Banque Centrale ; pour les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine, ce représentant est le Directeur du Trésor ou le responsable de la direction de tutelle des banques et établissements financiers ; notification de la désignation ou de la nomination susvisée est faite au Président de la Commission Bancaire par l'Autorité nationale compétente ;
- des membres nommés par le Conseil des Ministres de l'Union, dont le nombre est égal à celui des membres représentant les Etats participant à la gestion de la Banque Centrale. Ils sont choisis en raison de leur compétence, essentiellement en matière bancaire, sur proposition du Gouverneur de la Banque Centrale.

Article 3 - Le Gouverneur de la Banque Centrale est le Président de la Commission Bancaire.

En cas d'empêchement du Gouverneur, la Commission Bancaire est présidée par son représentant.

Article 4 - Les membres nommés par le Conseil des Ministres de l'Union le sont pour une période de trois ans. Leur mandat est renouvelable deux fois.

Hors le cas de démission ou de décès, il ne peut être mis fin aux fonctions d'un de ces membres, avant l'expiration de son mandat, que par décision du Conseil des Ministres de l'Union.

En cas de remplacement d'un de ces membres avant l'expiration de son mandat, son successeur ne peut être nommé que pour la durée restante de ce mandat.

Ces membres ne peuvent exercer aucune fonction, rémunérée ou non, dans une banque ou un établissement financier, ni recevoir aucune rémunération, directe ou indirecte, d'une banque ou d'un établissement financier.

Article 5 - Ne peuvent être membres de la Commission Bancaire les personnes frappées d'une interdiction, résultant d'une décision de justice, de diriger, administrer ou gérer une banque ou un établissement financier ainsi qu'une entreprise commerciale, industrielle ou artisanale sur le territoire d'un Etat membre de l'Union.

Article 6 - Les membres de la Commission Bancaire et les personnes qui concourent à son fonctionnement sont tenus au secret professionnel. Ce secret n'est pas opposable à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale.

Ils ne peuvent faire l'objet d'aucune poursuite civile ou pénale pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Les membres de la Commission Bancaire jouissent des mêmes privilèges et immunités que les Administrateurs de la Banque Centrale. Leurs immunités peuvent être levées, dans le cas du représentant d'un Etat par le Gouvernement de cet Etat et, dans les autres cas, par le Conseil des Ministres de l'Union.

Article 7 - La Commission Bancaire se réunit aussi souvent que nécessaire, et au moins deux fois l'an, sur convocation de son Président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du tiers de ses membres.

Le Président arrête l'ordre du jour des réunions en y incluant, le cas échéant, les matières énoncées dans la demande visée à l'alinéa précédent.

Le Président peut, avec l'accord de la Commission Bancaire, inviter des personnalités extérieures à participer aux réunions de celle-ci, éventuellement avec voix consultative.

Les membres de la Commission ne peuvent donner procuration ni se faire représenter.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

Article 8 - La Banque Centrale assure le secrétariat et prend en charge les frais de fonctionnement de la Commission Bancaire.

Le secrétariat est dirigé par un Secrétaire Général, assisté d'un Secrétaire Général Adjoint, tous deux nommés par le Président parmi le personnel de la Banque Centrale. Le Secrétaire Général participe aux réunions de la Commission avec voix consultative. En cas d'empêchement, il est suppléé par le Secrétaire Général Adjoint.

Article 9 - La rémunération des membres de la Commission Bancaire est arrêtée par son Président, après consultation du Président du Conseil des Ministres de l'Union.

Elle est versée sous condition de participation aux réunions.

Article 10 - Les archives de la Commission Bancaire sont inviolables.

TITRE II

ATTRIBUTIONS

Article 11 - La Commission Bancaire exerce les pouvoirs prévus au présent titre sur le territoire de chacun des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine.

Section 1 - Agrément des banques et établissements financiers

Article 12 - L'agrément d'une banque ou d'un établissement financier sur le territoire d'un Etat membre de l'Union Monétaire Ouest Africaine est subordonné à l'avis conforme de la Commission Bancaire.

Les agréments prononcés par les Autorités nationales avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions demeurent valables.

Section 2 - Contrôle des banques et établissements financiers

Article 13 - La Commission Bancaire procède ou fait procéder, notamment par la Banque Centrale, à des contrôles sur pièces et sur place auprès des banques et établissements financiers, afin de s'assurer du respect des dispositions qui leur sont applicables.

Les contrôles sur place peuvent être étendus aux filiales des banques et établissements financiers, aux personnes morales qui en ont la direction de droit ou de fait, ainsi qu'aux filiales de celles-ci.

La Banque Centrale peut également effectuer ces contrôles de sa propre initiative. Elle prévient la Commission Bancaire des contrôles sur place.

Article 14 - La Banque Centrale fait rapport du résultat des contrôles à la Commission Bancaire. Elle l'informe des infractions à la réglementation bancaire, des manquements aux règles de bonne conduite de la profession bancaire et de toutes autres anomalies dans la gestion des banques et établissements financiers dont elle a connaissance.

Article 15 - Les Autorités administratives et judiciaires des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine prêtent leur concours aux contrôles effectués au titre de l'article 13.

Article 16 - Les banques et établissements financiers sont tenus de fournir, à toute réquisition de la Commission Bancaire et sur les supports souhaités, tous documents, renseignements, éclaircissements et justifications nécessaires à l'exercice de ses attributions.

Article 17 - A la requête de la Commission Bancaire, tout commissaire aux comptes d'une banque ou d'un établissement financier est tenu de lui communiquer tous rapports, documents et autres pièces, ainsi que de lui fournir tous renseignements, nécessaires à l'exercice de ses attributions.

Article 18 - Le secret professionnel n'est pas opposable à la Commission Bancaire.

Article 19 - Les conclusions des contrôles sur place sont portées par la Commission Bancaire à la connaissance du Ministre des Finances, de la Banque Centrale et du Conseil d'Administration de l'établissement concerné ou de l'organe en tenant lieu.

Article 20 - Lorsque la Commission Bancaire constate une infraction pénale, elle en informe les Autorités judiciaires compétentes, le Ministre des Finances et la Banque centrale.

Article 21 - La Commission Bancaire établit des rapports, au moins annuels, sur l'accomplissement de sa mission à l'intention des organes de la Banque Centrale et de l'Union.

Section 3 - Mesures administratives

Article 22 - Lorsque la Commission Bancaire constate qu'une banque ou un établissement financier a manqué aux règles de bonne conduite de la profession, compromis son équilibre financier ou pratiqué une gestion anormale sur le territoire d'un Etat membre, ou ne remplit plus les conditions requises pour l'agrément, elle peut, après en avoir informé le Ministre des Finances dudit Etat, adresser à la banque ou à l'établissement financier :

- soit une mise en garde ;
- soit une injonction à l'effet notamment de prendre, dans un délai déterminé, les mesures de redressement nécessaires ou toutes mesures conservatoires qu'elle juge appropriées ou de faire procéder à un audit externe.

La banque ou l'établissement financier qui n'a pas déféré à cette injonction, est réputé avoir enfreint la réglementation bancaire.

Section 4 - Sanctions disciplinaires

Article 23 - Lorsque la Commission Bancaire constate une infraction à la réglementation bancaire sur le territoire d'un Etat membre, elle en informe le Ministre des Finances de cet Etat et, sans préjudice des sanctions pénales ou autres encourues, prononce une ou plusieurs des sanctions disciplinaires suivantes :

- l'avertissement ;
- le blâme ;
- la suspension ou l'interdiction de tout ou partie des opérations ;
- toutes autres limitations dans l'exercice de la profession ;
- la suspension ou la démission d'office des dirigeants responsables ;
- le retrait d'agrément.

Article 24 - Les décisions prises en vertu de l'article 23 sont exécutoires dès leur notification aux intéressés.

La notification est faite par la Commission Bancaire. Toutefois, la décision de retrait d'agrément est notifiée aux intéressés par le Ministre des Finances dans le délai d'un mois à compter de sa communication au Ministre ; ce délai est prorogé, en cas de saisine du Conseil des Ministres de l'Union par ledit Ministre, jusqu'à la décision du Conseil.

Article 25 - Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée par la Commission Bancaire, sans que l'intéressé, personne physique ou morale, ait été entendu ou dûment convoqué ou invité à présenter ses observations par écrit à la Commission Bancaire. Il peut se faire assister par un représentant de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers ou tout autre défenseur de son choix.

Section 5 - Nomination d'administrateur provisoire ou de liquidateur de banque ou d'établissement financier

Article 26 - La Commission Bancaire peut proposer au Ministre des Finances la nomination d'un administrateur provisoire, avec tous pouvoirs nécessaires à l'administration, à la direction et à la gérance d'une banque ou d'un établissement financier :

- soit à la demande des dirigeants lorsqu'ils estiment ne plus être en mesure d'exercer normalement leurs fonctions ;
- soit lorsqu'elle constate que la gestion ne peut plus être assurée dans des conditions normales ;
- soit lorsqu'elle a prononcé, en vertu de l'article 23, la suspension ou la démission d'office des dirigeants responsables d'une infraction à la réglementation bancaire.

Article 27 - La Commission Bancaire peut proposer au Ministre des Finances la nomination d'un liquidateur pour une banque ou un établissement financier :

- soit lorsque le retrait d'agrément a été prononcé ;
- soit lorsque l'activité est exercée sans que l'agrément ait été obtenu.

Section 6 - Autres attributions

Article 28 - Nul ne peut exercer les fonctions de commissaire aux comptes d'une banque ou d'un établissement financier sans que sa désignation par ladite banque ou ledit établissement financier ait reçu l'approbation préalable de la Commission Bancaire. La procédure d'approbation est arrêtée par la Commission Bancaire.

L'approbation peut être rapportée par ladite Commission.

Article 29 - La Commission Bancaire doit être consultée, et son avis conforme obtenu, dans les cas prévus par la réglementation bancaire des Etats membres de l'Union.

Section 7 - Dispositions communes au Titre II

Article 30 - Les injonctions, décisions, avis et propositions de la Commission Bancaire doivent être motivés.

Les décisions de la Commission Bancaire sont exécutoires de plein droit sur le territoire de chacun des Etats membres de l'Union. Elles sont notifiées aux intéressés et communiquées aux Autorités compétentes par la Commission Bancaire, sous réserve des dispositions du second alinéa de l'article 24.

Article 31 - Les décisions de la Commission Bancaire ne peuvent être frappées de recours que devant le Conseil des Ministres de l'Union.

Le recours doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'intéressé, sauf dans le cas prévu au second alinéa de l'article 24. Il peut être formé par l'intéressé ou par le Ministre des Finances de l'Etat sur le territoire duquel la décision est exécutoire. Toutefois, aucun recours ne peut être formé contre la décision de retrait d'agrément, après sa notification par le Ministre des Finances.

Ni le délai de recours ni le recours n'ont d'effet suspensif, sous réserve des dispositions du second alinéa de l'article 24.

Les décisions du Conseil des Ministres sont exécutoires de plein droit sur le territoire de chacun des Etats membres de l'Union. Elles sont notifiées aux intéressés et communiquées aux Autorités compétentes par le Président du Conseil des Ministres.

Article 32 - Lorsque l'avis conforme de la Commission Bancaire est requis, les Autorités nationales, si elles sont en désaccord avec l'avis de celle-ci, soumettent la question à l'arbitrage du Conseil des Ministres de l'Union. Le Président de la Commission Bancaire présente les observations de la Commission au Conseil des Ministres.

Article 33 - Le Président de la Commission Bancaire peut évoquer devant le Conseil des Ministres de l'Union, pour examen, toute décision ou tout refus d'action des Autorités nationales, concernant l'exercice de l'activité bancaire, qui ne serait pas conforme aux dispositions conventionnelles, législatives ou réglementaires, ou qui lui paraîtrait contraire aux intérêts de l'Union.

Article 34 - La Commission Bancaire peut déléguer à son Président les pouvoirs prévus aux articles 22, 26, 27, 28 et 29.

Le Président de la Commission Bancaire peut déléguer tout ou partie des pouvoirs qui lui sont conférés par le présent titre. Il peut subdéléguer à ses collaborateurs, avec l'accord de la Commission Bancaire, les pouvoirs qu'il tient de celle-ci.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 35 - La Commission Bancaire peut transmettre des informations concernant en particulier les banques et établissements financiers aux Autorités chargées de la surveillance d'établissements semblables dans d'autres pays, sous réserve de réciprocité et à condition que ces Autorités soient elles-mêmes tenues au secret professionnel.

Article 36 - La Commission Bancaire adopte son règlement intérieur qui prévoit notamment le quorum requis pour la validité de ses délibérations.

Article 37 - Les commissions nationales de contrôle des banques et établissements financiers cessent d'exercer leurs fonctions à la date arrêtée par le Conseil des Ministres de l'Union. La Commission Bancaire commence l'exercice de ses fonctions à la même date.

CORRESPONDANCE HEURES LOCALES - HEURES T.U.

HEURES LOCALES										
Villes	Cotonou	Ouagadougou**	Abidjan**	Bissau**	Bamako**	Niamey	Dakar**	Lomé*	New York*	Paris*
Cotonou	12.00	11.00	11.00	11.00	11.00	12.00	11.00	11.00	6.00	12.00
Ouagadougou	13.00	12.00	12.00	12.00	12.00	13.00	12.00	12.00	7.00	13.00
Abidjan	13.00	12.00	12.00	12.00	12.00	13.00	12.00	12.00	7.00	13.00
Bamako	13.00	12.00	12.00	12.00	12.00	13.00	12.00	12.00	7.00	13.00
Bissau	13.00	12.00	12.00	12.00	12.00	13.00	12.00	12.00	7.00	13.00
Niamey	12.00	11.00	11.00	11.00	11.00	12.00	11.00	11.00	6.00	12.00
Dakar	13.00	12.00	12.00	12.00	12.00	13.00	12.00	12.00	7.00	13.00
Lomé	13.00	12.00	12.00	12.00	12.00	13.00	12.00	12.00	7.00	13.00
New York*	18.00	17.00	17.00	17.00	17.00	18.00	17.00	17.00	12.00	18.00
Paris*	12.00	11.00	11.00	11.00	11.00	12.00	11.00	11.00	6.00	12.00
*New York : Ajouter une heure en hiver. - Paris : Ajouter une heure d'avril à octobre. **Heures T.U. ou heures G.M.T.										



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int